



CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE TIZI-OUZOU

Hasbellaoui reconnaît un problème dans la gestion des CHU

Le ministre de la Santé, le Pr Mokhtar Hasbellaoui, qui reconnaît l'existence d'un très grand problème de gestion dans certaines structures, principalement pour ce qui concerne les établissements hospitalo-universitaires, juge qu'il était encore prématuré de révéler sa démarche pour réorganiser son secteur.

Page 2

Pêche de thon rouge

Le quota de l'Algérie porté à 1 300 tonnes

Page 4

Le CPA financera un programme de 120 000 logements

Un nouveau souffle pour l'AADL

La formule de logements location-vente de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL), la plus prisée par les demandeurs algériens, va connaître une nouvelle dynamique pour transcender la crise financière qui freine son accomplissement, en se procurant de nouveaux financements.

Page 3



Réduction de la nomenclature des médicaments remboursables

«Une atteinte à la sécurité sociale des Algériens»

Page 2



Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah

La communication, partie intégrante de notre «stratégie de défense»

Dans la lutte qu'elle mène contre le terrorisme et à la criminalité organisée dans toutes leurs formes, l'Armée nationale populaire, table sur une «communication opérationnelle» qui fait «partie intégrante de la stratégie de défense nationale».

Page 3

Efficacité énergétique



La plupart des chefs d'entreprises industrielles publiques et privées montrent peu d'intérêt pour les programmes dédiés à l'efficacité énergétique, a affirmé, lundi à Alger, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), Mohamed Salah Bouzeriba. Ainsi, sur les 257 millions de dinars alloués au secteur de l'industrie au titre du Programme national de l'efficacité énergétique dans ce secteur, seulement 100 millions de DA ont été consommés, soit 39% des montants

Selon le directeur de l'Aprue Les industriels «boudent» les programmes d'efficacité énergétique

alloués, a-t-il encore précisé lors d'un séminaire dédié à l'efficacité énergétique dans le secteur de l'industrie. En outre, la quasi totalité des recommandations des audits réalisés n'a toujours pas été mise en oeuvre, a-t-il fait savoir lors de cette rencontre qui a regroupé près de 200 participants composés, notamment d'industriels, d'établissements bancaires et financiers nationaux, des centres de recherche ainsi que d'institutions internationales. Pourtant, a relevé le même responsable, face aux défis économiques et énergétiques, les entreprises nationales devraient s'orienter vers plus de sobriété énergétique en initiant davantage de projets d'efficacité énergétique.

C'est dans ce sens que ce séminaire a été organisé en vue de sensibiliser les industriels nationaux sur «la nécessité de s'approprier les outils et les instruments à même de leur permettre de gérer de manière efficiente l'utilisation de l'énergie», a ajouté M. Bouzeriba.

Il s'agit aussi d'inciter ces acteurs économiques à adhérer au programme d'efficacité énergétique mis en oeuvre par l'Aprue, sachant que le secteur de l'industrie représente un enjeu pour la maîtrise de l'énergie du fait que sa consommation énergétique est appelée à s'accroître davantage dans les années à venir à la faveur de la relance de ce secteur.

Page 5



Centres hospitalo-universitaires

Hasbellaoui reconnaît un problème dans la gestion des CHU

Le ministre de la Santé, le Pr Mokhtar Hasbellaoui, qui reconnaît l'existence d'un très grand problème de gestion dans certaines structures, principalement pour ce qui concerne les établissements hospitalo-universitaires, juge qu'il était encore prématuré de révéler sa démarche pour réorganiser son secteur.



Par Karima Nacer

Évoquant l'état actuel de son secteur et les moyens à mobiliser pour le rendre plus efficace, M. Hasbellaoui a fait savoir que les structures sanitaires, qu'elles soient publiques ou privées, tout comme l'organisation de leurs activités, n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation. Le ministre de la Santé reconnaît que l'organisation actuelle des établissements de soins fait face à beaucoup de problèmes. «Nous avons un problème relatif à la gestion de certaines structures, principalement pour ce qui concerne les établissements hospitalo-universitaires, où existe un gros problème de gestion», dira-t-il. Pour autant, il estime que la gestion actuelle n'est pas totalement à dénigrer, assurant que ce changement nécessite beaucoup de temps, de sérénité et de travail.

Pour prendre les choses en main, le ministre annonce que son département est en train de préparer un audit pour faire une évaluation exhaustive du système national de santé.

Il indique, à cet effet, qu'un projet portant réorganisation des structures de santé allait être soumis au Premier ministre. «Nous sommes en train de préparer un audit de tout le système national de santé permettant d'évaluer toutes les structures publiques et privées, car il s'agit d'un système un et indivisible», déclare encore M. Hasbellaoui.

Pour accomplir cette mission, un organisme constitué principalement de médecins et d'inspecteurs des directions de la santé publique (DSP) a été mis en place, fait-il savoir, considérant cette évaluation d'une importance capitale.

Interpellé sur les incidents survenus dans les services de mater-

nitité l'été dernier, lors desquels des patientes et leurs bébés avaient perdu la vie, M. Hasbellaoui note qu'il s'agit là d'un drame «pour toutes les parturientes qui décèdent chaque année».

Le ministre qui déplore tout décès évitable considère que le taux national de mortalité en couches demeure élevé en comparaison à celui des pays développés, mais qu'il ne l'est pas par rapport à celui des pays voisins.

Par ailleurs, pour parer au manque de structures sanitaires, le ministre annonce, lors de son passage sur les ondes de la Radio, la réception dans très peu de temps de 80 structures sanitaires, dont des centres anti-cancer lesquels seront fonctionnels dans le courant de 2018. Revenant sur le sujet du médicament, M. Hasbellaoui fait état de gros gaspillages dus à une mauvaise utilisation, que ce soit dans les structures de santé, ou

dans les officines. A cet effet, il met en avant la nécessité de mise en œuvre d'un dispositif pour rationaliser les dépenses dans ce domaine. Par ailleurs, le ministre de la Santé a fait savoir qu'il recevra les syndicats des médecins résidents en colère contre le maintien du service national sous forme civile en grève cyclique. «Je vais discuter du service civil avec les représentants des résidents», dira-t-il. Il assure que les discussions porteront sur cette revendication, mais aussi sur d'autres questions en relation avec les conditions de travail de cette catégorie de praticiens. Le ministre, a confié également : «J'ai eu une discussion avec le Premier ministre autour du service civil auquel sont soumis les résidents et qu'à l'occasion de la rencontre d'hier avec leurs représentants, les perspectives du gouvernement sur ce plan sont abordés», a-t-il conclu.

K.N.

Réduction de la nomenclature des médicaments remboursables

«Une atteinte à la sécurité sociale des Algériens»

Par Rachid Chihab

L'Association algérienne de protection et orientation du consommateur et son environnement (Apoce) a réagi lundi par communiqué à la réduction de la nomenclature des médicaments remboursables et la révision de leurs tarifs de référence par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Elle estime que ces deux mesures constituaient une «atteinte» au principe de protection sociale.

A cet égard, l'Apoce a exprimé «sa profonde indignation», en raison de la promulgation de deux arrêtés du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, fixant la nomenclature des médicaments remboursables par la sécurité sociale et les tarifs de référence des médicaments. Les deux arrêtés du 29 août 2017, publiés dans le *Journal officiel*, prévoient une baisse du nombre des médicaments remboursables et la réduction de plus de la moitié des tarifs de référence d'un nombre important de médicaments, selon le communiqué.

Selon l'Apoce, présidée par Mustapha Zebdi, la décision prise par les caisses de sécurité sociale «est une atteinte grave au principe de protec-

tion sociale, qui nuit au pouvoir d'achat et à la santé morale et physique du consommateur algérien». L'Organisation a mis en avant la situation désastreuse des patients en termes de remboursement de leurs médicaments et consultations médicales qui ne reflètent pas les tarifs «réels pratiqués».

«L'incapacité des organismes de la sécurité sociale à réaliser un équilibre dans les dépenses et revenus, ne peut être réglée par l'affaiblissement du pouvoir d'achat du citoyen et de ses droits consacrés par la Constitution et les chartes internationales. Il doit être le dernier moyen auquel l'Etat recourt par obligation et provisoirement, en attendant de trouver d'autres solutions stratégiques», souligne l'Apoce qui s'appuie sur la loi fondamentale du pays dans son refus de ces deux mesures. «La Constitution stipule que la loi garantit le droit du travailleur à la sécurité sociale», rappelle-t-on, ajoutant que le droit à la sécurité sociale est l'un des droits économiques et sociaux consacrés dans les chartes internationales des droits de l'homme, qui sont aussi importants que les droits civiques ou politiques, citant notamment l'article 22 de la déclaration universelle des droits de l'homme.

L'Apoce met en garde, dans ce sens, contre ces décisions qui pourraient avoir un effet négatif sur tous les plans, tant sociaux, qu'économiques. L'organisation s'attellera, selon le communiqué, en collaboration avec tous les acteurs de la société civile concernés et les opérateurs du secteur pharmaceutique à lancer un dialogue sérieux et constructif pour régler cette situation avec la tutelle dans le sens de l'intérêt public et du consommateur algérien. Pour l'Apoce, la protection sociale englobe la protection des individus contre les dangers sociaux et la contribution à la répartition du revenu national, outre l'aide au développement économique à travers la préservation du pouvoir d'achat des individus de façon à garantir la sécurité sociale et économique aux citoyens», souligne le communiqué.

Notons qu'en plus d'Apoce, les organisations syndicales des pharmaciens ont déjà exprimé leur préoccupation quant aux conséquences de ces deux mesures sur les patients ainsi que sur l'activité pharmaceutique. Ils estiment qu'une partie des Algériens n'ait plus accès aux soins avec cette politique décidée pour réduire le déficit de la Caisse de la sécurité sociale.

R.C.

Elections locales

AHD 54 a introduit des recours dans six wilayas

Le président du parti AHD 54, Ali Fawzi Rebaïne a indiqué, hier à Alger, que son parti a introduit des recours auprès des instances concernées, suite aux «dépassements» enregistrés dans quelques wilayas, lors des élections locales du 23 novembre dernier.

Tout en contestant les résultats annoncés par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, qui, selon lui, ne reflètent pas la réalité, M. Rebaïne a indiqué que sa formation politique a déposé «des recours qui concernent six wilayas».

«Pour nous, ces résultats sont loin de refléter la réalité du terrain», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, estimant que son parti qui était présent dans 16 wilayas et 105 communes n'est, toutefois, «pas surpris» par les résultats préliminaires.

Pour lui, la révision de la loi électorale a eu un effet «négatif» sur ces élections, puisque, a-t-il dit, «nous avons vu, entre autres, l'implication de l'administration dans ce vote», s'interrogeant sur le rôle des partis politiques.

Par ailleurs, M. Rebaïne a indiqué que le nombre d'élus représentant sa formation politique au niveau des communes est 117 contre 19 autres dans les wilayas.

T. M.

Ouyahia représente le Président Bouteflika au sommet UA-UE à Abidjan

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, de le représenter aux travaux du 5^{ème} Sommet Union africaine-Union européenne qui doit se tenir aujourd'hui et demain à Abidjan (Côte d'Ivoire), a indiqué hier un communiqué des services du Premier ministre.

Le Premier ministre sera accompagné du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a précisé la même source.

R. N.

Le CPA financera un programme de 120 000 logements

Un nouveau souffle pour l'AADL

La formule de logements location-vente de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (Aadl), la plus prisée par les demandeurs algériens, va connaître une nouvelle dynamique pour transcender la crise financière qui freine son accomplissement, en se procurant de nouveaux financements.



Par M. Ait Chabane

Dans cette perspective, une convention financière de 330 milliards de dinars a été signée hier, à Alger, entre le ministère de l'Habitat, le Crédit populaire d'Algérie (CPA), l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (Aadl) et la Caisse nationale du logement (CNL) pour le financement d'un programme de 120 000 logements de type location-vente. Cette convention a été paraphée par le directeur général du logement auprès du ministère de l'Habitat, Kamel Nasri, le P-DG du CPA, Omar Boudieb, le directeur général de la CNL, Ahmed Belayat, et le directeur général de l'Aadl, Saïd Rouba, en présence du ministre des Finances, Abderrahmane

Raouya, et du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar. Une bonne nouvelle pour les milliers de souscripteurs qui attendent leurs logements depuis plusieurs années. En effet, ce nouveau financement consenti par le CPA est de nature à donner un nouveau souffle aux différents chantiers de l'Aadl dans la capitale, notamment, mais aussi dans plusieurs wilayas du pays, qui accusent un énorme retard. Plusieurs sites censés être livrés à leurs propriétaires ont connu des retards à cause du manque de financement, ce qui a généré l'arrêt de certains chantiers par les sociétés réalisatrices qui n'ont pas été payées. Une situation qui tend néanmoins à se délier suite à la décision du gouvernement, sur ordre du Président de la République en personne, de débloquent des

fonds conséquents au profit des différents promoteurs en charge de la réalisation de ces projets de logements. Pour rappel, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, avait annoncé, en septembre dernier, lors d'une visite dans la wilaya de Médéa, la relance de tous les projets du secteur en souffrance avant la fin de l'année en cours. Il avait estimé à 330 000 unités le nombre de logements, toutes formules confondues - dont pas moins de 87 000 logements location-vente Aadl - qui sont en souffrance à l'échelle nationale. «Nous privilégions les formules de logements qui ne reposent pas uniquement sur l'aide de l'Etat, mais qui permettent aussi bien aux promoteurs, aux citoyens ainsi qu'aux collectivités, de participer à leur financement», avait-il alors affirmé,

annonçant par là même le retour de la formule du Logement promotionnel aidé (LPA). Et d'ajouter que son département ministériel envisageait d'«introduire de nouvelles formules de logements et d'apporter des révisions aux formules existantes dans le but d'alléger la trésorerie du pays et insuffler au secteur du bâtiment une nouvelle dynamique». C'est dire tout le poids de la crise financière qui grève sérieusement le secteur du bâtiment. Mais c'est surtout la formule Aadl qui pose beaucoup plus de problèmes en ce sens que des milliers de souscripteurs attendent depuis de longues années la réception de leurs appartements, d'où le recours à un financement de 330 milliards de DA du CPA pour rattraper le retard et livrer les logements au plus vite.

M. A. C.

Retour de 10 000 femmes et enfants africains L'Algérie a dépensé neuf millions d'euros

La présidente du Conseil national des droits de l'homme (Cndh), Fafa Sid Lakhdar Benzerrouki, a indiqué, lundi à Alger, que l'Algérie avait déboursé 9 millions d'euros pour assurer le retour dans la dignité de 10 000 femmes et enfants africains dans leurs pays d'origine, rappelant le nécessaire respect des droits de l'homme dans ces opérations qui ne doivent pas concerner les femmes enceintes. «L'Algérie a déboursé 9 millions d'euros pour assurer le retour dans la dignité de 10 000 femmes et enfants migrants africains dans leurs pays d'origine», a précisé la présidente du Cndh dans une déclaration à la presse en marge d'une journée d'étude sur la violence faite aux femmes en Afrique. Ces migrants africains étaient exploités par des réseaux de traite d'êtres humains et de prostitution, a-t-elle ajouté.

La responsable a insisté sur le strict respect, dans ces opérations, des règles définies par le droit international des droits de l'homme, notamment le respect des droits et de la dignité des migrants et en particulier les femmes enceintes qui ne doivent pas être concernées par ces opérations tout au long de la grossesse.

Le Cndh avait mis l'accent, la semaine dernière, sur la nécessité d'assurer le strict respect de la dignité de la personne humaine lors des opérations de retour volontaire des migrants en situation irrégulière, conformément aux obligations internationales et régionales de l'Algérie.

«Par rapport à sa situation géographique et eu égard aux traditions de bon voisinage et d'engagement envers l'Afrique, et plus précisément vers les pays subsahariens, l'Algérie a joué un rôle effectif dans la fourniture de l'assistance nécessaire aux migrants africains, en fonction de ses capacités d'aide et de sa politique de solidarité et a toujours exprimé sa volonté de traiter profondément ce phénomène et d'y trouver les solutions appropriées», avait souligné la même instance.

R. N.

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah

La communication, partie intégrante de notre «stratégie de défense»

Par S. A. Mohamed

Dans la lutte qu'elle mène contre le terrorisme et à la criminalité organisée dans toutes leurs formes, l'Armée nationale populaire, table sur une «communication opérationnelle» qui fait «partie intégrante de la stratégie de défense nationale».

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a, d'ailleurs, appelé hier à Alger, à relever les défis à travers la mise en place d'une stratégie de communication et d'information «efficace» qui contribuera à asseoir un système global de défense nationale. Car a-t-il estimé, «au sein de l'ANP, digne héritière de l'ALN, conscients de l'impératif de les relever, nous œuvrant, avec l'aide et le soutien de Son Excellence M.

le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à tracer une stratégie d'information et de communication efficace, puisant dans les valeurs de notre glorieuse Révolution, de notre ancrage historique et national, plein de gloires et de bravoures, adaptée à notre identité nationale et à nos spécificités, capable d'ériger un appareil de défense nationale, aux missions complémentaires et coordonnées, où la communication opérationnelle joue un rôle important et axial. Il a affirmé que la communication opérationnelle «est une partie intégrante de notre stratégie de défense basée sur la lecture clairvoyante des événements et sur le développement des méthodes de travail permettant de remédier à tous les problèmes imposés par les circonstances». «Aujourd'hui, notre pays est devenu un exemple de quiétude et de stabilité, en dépit de

toutes les tentatives vaines et désespérées de le tirer vers l'insécurité et ce, grâce à la conscience du peuple dans toutes ses catégories, et de la confiance qu'il place en son armée républicaine nationale, qui a toujours été au front de l'édification et de la construction, et face au terrorisme et à la criminalité organisée dans toutes leurs formes», a-t-il souligné. Il a expliqué qu'une communication opérationnelle «réussie est celle qui participe résolument à l'accomplissement des missions dans un milieu de coordination et d'entraide, œuvrant ainsi au bon commandement des opérations, à une meilleure supervision, quelle que soit sa complexité», ajoutant que «c'est ainsi que la communication opérationnelle devient un modèle à suivre dans l'interaction adéquate et efficace entre les composantes du corps de bataille, quelle que soit sa nature». «La réussite de la com-

munication et l'efficacité de ses outils est considérée, ainsi, comme une garantie essentielle aux succès de la conduite des opérations militaires, de leur complémentarité et de l'harmonie de leurs composantes», a-t-il dit. Le général de corps d'Armée a indiqué que «la communication opérationnelle au sein de l'ANP est une partie intégrante de notre stratégie de défense, elle est la soupape de sécurité du lien sacré entre le peuple et son armée», affirmant que c'est «une armée républicaine au service du pays, fidèle au serment des chouhada, déterminée à soulever tous les défis et faire face aux dangers quelles que soient leurs ampleurs, dans l'objectif de garantir la sécurité et la quiétude à travers tout le territoire national». Il a plaidé pour «une communication crédible, responsable, au regard des défis à soulever dans notre environnement sous-régional, régional et interna-

tional». C'est aussi «un soutien actif au corps de bataille sur le terrain, confortant les esprits et la détermination des éléments, au service du pays», a-t-il poursuivi. Il s'agit aussi d'une communication «qui expose des faits, qui entretient des liens productifs avec les médias, à même de taire les voix et les plumes hostiles et ennemies, pour que l'ANP, digne héritière de l'ALN, demeure à jamais symbole de victoires, perpétuellement prête à défendre les intérêts suprêmes du pays». Pour lui, une communication opérationnelle doit avoir «un rôle efficient dans l'éclaircissement des missions des Forces armées dans le développement national, la présence de l'Armée aux côtés du peuple, en toute circonstance, le raffermissement du lien solide Armée-Nation, afin de consolider l'unité nationale, la cohésion et l'esprit de citoyenneté».

S. A. M.

En prévision de l'été prochain

Des directives pour améliorer l'alimentation en eau

Le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, a donné des directives aux différents intervenants locaux dans la gestion du service public de l'eau pour améliorer l'alimentation en eau potable, notamment durant l'été prochain.



recourir à de nouveaux recrutements et d'éviter ainsi d'alourdir les charges au risque d'aggraver davantage le déséquilibre financier de cet établissement.

De surcroît, une feuille de route sera tracée pour chaque responsable de wilaya ainsi que pour chaque Unité de l'ADE afin d'exécuter tous les engagements arrêtés, tandis qu'une évaluation périodique sera faite dans ce sens. Lors de cette réunion, le ministre a rappelé les investissements colossaux consentis par l'Etat dans la réalisation des infrastructures de mobilisation et de transfert des ressources en eau.

En conséquence, il a soutenu qu'il appartenait, désormais, à chacun de faire preuve de responsabilité et d'engagement en promettant que chaque responsable local dans le secteur de l'eau sera comptable de son bilan.

Reda A.

Chlef

Découverte du premier foyer du mildiou de la pomme de terre

Un premier foyer du mildiou de la pomme de terre a été découvert dans la région d'Oum Droue par la station régionale de protection des végétaux de Chlef, a-t-on appris lundi du responsable de cette structure.

Des équipes de cette station régionale ont découvert, a indiqué Boualem M'khanek, un premier foyer de la maladie du mildiou au niveau des champs de pommes de terre de la commune d'Oum Droue.

Le responsable a imputé l'apparition de cette maladie de la pomme de terre aux dernières précipitations pluviales, suivies d'une hausse de la chaleur et du taux d'humidité, qui sont des facteurs propices à l'apparition du mildiou, a-t-il expliqué.

Il a, à ce titre, recommandé l'impératif pour les agriculteurs de surveiller leurs cultures de pommes de terre, et leur traitement préventif, afin d'éviter, a-t-il dit, les risques graves encourus par cette maladie pouvant mener à la perte de 100% de la récolte, si elle n'est pas traitée avec des produits phytosanitaires adaptés.

Outre le traitement préventif, il a également instruit les agriculteurs de veiller au traitement des surfaces touchées afin d'éviter la propagation de la maladie, d'autant plus qu'une grande partie des surfaces de culture de pommes de terre à Chlef sont au stade de floraison, a-t-il insisté.

En 2007, la wilaya de Chlef avait enregistré une importante prolifération du mildiou de la pomme de terre, ayant valu des pertes considérables aux agriculteurs locaux, a rappelé la même source.

R. K.

En prévision de la saison estivale 2018, M. Necib a ainsi tenu une réunion au siège de son ministère avec les responsables locaux concernés, notamment ceux des wilayas qui enregistrent des difficultés dans l'alimentation en eau potable.

Dans ce sens, il a exhorté ces responsables à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre aux populations de passer la saison estivale 2018 et le mois de Ramadhan prochain dans des conditions décentes en matière d'alimentation en eau potable et pallier aux éventuels incidents qui pourraient survenir.

Il a alors été passé en revue la situation actuelle de 24 wilayas qui enregistrent un déficit en matière d'alimentation en eau potable.

Les directeurs de wilaya concernés ont exposé, chacun, les volumes d'eau produits actuellement, les fréquences actuelles de distribution, les volumes nécessaires pour répondre aux besoins de la population, les contraintes rencontrées ainsi que les programmes de développement engagés pour améliorer la situation.

A ce propos, le ministre les a appelés à plus d'engagement, de responsabilité et de mobilisation.

Il a également insisté sur l'obligation d'achever les projets en cours de réalisation dans les délais prévus en rappelant qu'aucun retard ne sera toléré : «Il y va des attentes de la population», a-t-il noté.

Il a également exigé des responsables à libérer les créances

des entreprises de réalisation et à assainir les situations en souffrance avant la fin 2017, tout en veillant à la rationalisation et à l'optimisation des dépenses.

Par ailleurs, M. Necib a abordé la nécessité de favoriser le recours aux moyens d'études et de réalisation nationaux dans la mise en oeuvre du programme de développement de son secteur.

Il a aussi encouragé les responsables locaux et les gestionnaires du service public de l'eau à faire appel, autant que faire se peut, à la micro-entreprise.

De même qu'il a insisté sur l'obligation de privilégier la production nationale dans l'acquisition des équipements et fournitures nécessaires au bon fonctionnement du service public de l'eau.

Le premier responsable du

secteur a également interpellé les responsables de l'Algérienne des eaux (ADE) sur deux points : D'abord sur l'obligation d'achever et de mettre en service, avant le mois de Ramadhan 2018, le programme de développement prioritaire qui est confié à cette entreprise dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée.

Quant au second point, il a insisté sur la nécessité d'améliorer la qualité du service public de l'eau offert à ses abonnés en réajustant la structure des effectifs de cette entreprise pour l'adapter aux exigences locales et ce, en procédant à leur redéploiement par la reconversion dans les métiers de l'eau en s'appuyant sur les appareils de formation de l'ADE.

Ceci évitera, selon lui, de

Pêche de thon rouge

Le quota de l'Algérie porté à 1 306 tonnes

Le quota de pêche de thon rouge de l'Algérie pour 2018 a été revu à la hausse pour être porté à 1 306 tonnes par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta), a indiqué le directeur général de la pêche et de l'aquaculture.

Fixé à 1 046 tonnes pour l'année 2017, ce quota a été porté, pour 2018, à 1 306 tonnes après de «laborieuses négociations» de la délégation algérienne lors de la réunion de la Cicta, tenue à Marrakech du 14 au 20 novembre en cours, a déclaré à l'APS, Taha Hamouche.

Cette organisation mondiale a donné son aval pour augmenter de 260 tonnes le quota de l'Algérie pour 2018, a précisé M. Hamouche, soulignant que «la mission de la délégation algérienne n'était pas facile, car de nombreux pays n'ayant pas réussi à obtenir des augmentations».

Les mille tonnes de thon que l'Algérie exporte directement vers les pays asiatiques rapportent entre 15 et 20 millions d'euros, a précisé le DG de la pêche, ajoutant que l'Algérie compte investir localement dans l'enrichissement du thon, ce qui augmentera sa valeur marchande.

Dans ce contexte, le même responsable a noté que les autorités algériennes avaient proposé à la Cicta la création de trois fermes d'enrichissement. Une dizaine d'investisseurs ont déposé des demandes dans ce sens et, deux candidats remplissant toutes les conditions requises, ont été sélectionnés par la commission ministérielle chargée du dossier.

Le quota de pêche de thon rouge attribué à l'Algérie pour 2017 avait été porté à 1 043 tonnes, alors qu'il avait été fixé initialement à 546 tonnes par la Cicta lors de sa réunion tenue en 2014 à Gènes (Italie) consacrée à

la définition du plan de répartition des quotas de pêche par pays jusqu'à 2017.

L'Algérie avait bénéficié d'une augmentation graduelle de son quota qui avait été fixé à 243 tonnes au titre de l'année 2014, puis à 370 tonnes en 2015, à 460 tonnes en 2016, soit environ 2% du total admissible de captures (TAC).

L'augmentation du quota de l'Algérie de pêche de thon permettra des recettes en devises, le produit étant exporté vers l'Asie a ajouté le DG de la pêche, ajoutant que l'exportation du quota de 2017 a permis aux investisseurs algériens d'enregistrer une quinzaine de millions d'euros.

L'Algérie utilisera l'ensemble de sa flotte, comptant 17 thoniers, dans la prochaine saison de pêche de thon qui sera lancée en mai 2018 pour assurer la pêche de l'intégralité de son quota, a assuré M. Hamouche.

R. N.

Selon le directeur de l'Aprue

Les industriels «boudent» les programmes d'efficacité énergétique

La plupart des chefs d'entreprises industrielles publiques et privées montrent peu d'intérêt pour les programmes dédiés à l'efficacité énergétique, a affirmé, lundi à Alger, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), Mohamed Salah Bouzeriba.



Ainsi, sur les 257 millions de dinars alloués au secteur de l'industrie au titre du Programme national de l'efficacité énergétique dans ce secteur, seulement 100 millions de DA ont été consommés, soit 39% des montants alloués, a-t-il encore précisé lors d'un séminaire dédié à l'efficacité énergétique dans le secteur de l'industrie.

En outre, la quasi totalité des recommandations des audits réalisés n'a toujours pas été mise en oeuvre, a-t-il fait savoir lors de cette rencontre qui a regroupé près de 200 participants composés, notamment d'industriels, d'établissements bancaires et financiers nationaux, des centres de recherche ainsi que d'institutions internationales.

Pourtant, a relevé le même responsable, face aux défis économiques et énergétiques, les entreprises nationales devraient s'orienter vers plus de sobriété énergétique en initiant davantage de projets d'efficacité énergétique.

C'est dans ce sens que ce séminaire a été organisé en vue de sensibiliser les industriels nationaux sur «la nécessité de s'approprier les outils et les ins-

truments à même de leur permettre de gérer de manière efficiente l'utilisation de l'énergie», a ajouté M. Bouzeriba.

Il s'agit aussi d'inciter ces acteurs économiques à adhérer au programme d'efficacité énergétique mis en oeuvre par l'Aprue, sachant que le secteur de l'industrie représente un «enjeu pour la maîtrise de l'énergie» du fait que sa consommation énergétique est appelée à s'accroître davantage dans les années à venir à la faveur de la relance de ce secteur.

Présent à cette rencontre, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a appelé les investisseurs industriels nationaux à opter davantage pour les projets dédiés à l'efficacité énergétique et à souscrire aux programmes proposés par l'Aprue afin de créer une dynamique dans ce domaine.

Lors des débats, des industriels ont expliqué leur désintérêt à ce type de projets par la lenteur du retour d'investissements, alors que d'autres ont suggéré le lancement de projets pilotes de petite dimension.

D'autres ont soulevé le problème de la concurrence déloyale qui règne sur le marché des

produits énergétiques.

Sur ce point, M. Guitouni a demandé à l'Aprue d'oeuvrer à mettre en place, avec le ministère du Commerce, des cahiers des charges devant permettre de limiter l'importation de ces produits énergétiques qui ne sont pas conformes aux normes internationales.

Pour rappel, le nouveau Programme national de développement des énergies renouvelables et celui de la promotion de l'efficacité énergétique ont été adoptés en 2015 à l'effet de favoriser une utilisation rationnelle de l'énergie et d'explorer toutes les voies pour préserver les ressources énergétiques.

Ce programme porte sur des actions privilégiant le recours aux formes d'énergie les mieux adaptées aux différents usages et nécessitant la modification des comportements et l'amélioration des équipements.

Il consiste, principalement, en l'amélioration de l'isolation thermique des bâtiments, le développement du chauffe-eau solaire, la généralisation de l'utilisation des lampes à basse consommation, la substitution de la totalité du parc de lampes à mercure par des lampes à sodium, la promo-

tion du GPL/C et du GN/C, la promotion de la cogénération, la réalisation de projets de climatisation au solaire et le dessalement des eaux saumâtres.

Révision de la loi sur la maîtrise de l'énergie

Par ailleurs, un amendement de la loi sur la maîtrise de l'énergie, en vigueur depuis 1999, sera proposé dans les mois à venir, a déclaré M. Bouzeriba qui a fait savoir qu'un travail technique était en cours pour identifier les dispositions à revoir.

Selon lui, il sera notamment proposé l'instauration d'un contrôle de l'efficacité énergétique dans de différents secteurs et la révision de l'audit énergétique.

L'Algérie, qui s'est engagée dans un processus de transition énergétique, est appelée aujourd'hui à mieux développer l'efficacité énergétique pour réussir son programme de développement des énergies renouvelable et celui de l'efficacité énergétique, a-t-il signalé.

La loi relative à la maîtrise de l'énergie en vigueur depuis 1999 a pour objet de définir les conditions, les moyens d'encadrement et la mise en oeuvre de la politique nationale de maîtrise de l'énergie.

Dans ce sens, les pouvoirs publics se sont fixés comme objectif de réaliser un gain financier de 42 milliards de dollars à l'horizon 2030 à travers la réduction de 9% de la consommation d'énergie à la faveur de la mise en oeuvre de Programme national de développement de l'efficacité énergétique.

La mise en oeuvre de ce programme devrait se traduire aussi par l'isolation thermique de 100 000 logements/an ainsi que la conversion au GPL de plus d'un million de véhicules particuliers et de plus de 20 000 autobus, en même temps que seront créés plus de 180 000 emplois.

T. L.

Amélioration du climat des affaires Le CNC-PEM, une force de proposition efficace

Le Conseil national de concertation pour le développement des PME (CNC-PEM) dont le bureau sera installé mardi à Alger constituera «une force de proposition efficace» pour l'amélioration du climat des affaires, a considéré, lundi à Guelma, le directeur des études à la direction générale des PME au ministère de l'Industrie et des Mines.

Cette instance de concertation dont la naissance officielle sera annoncée hier au Palais des expositions sera un espace d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise algérienne dans tous les secteurs économiques, a estimé M. Mokdad Aggoune dans une déclaration à l'APS, en marge d'un Séminaire national sur la compétitivité des PMI algériennes à l'heure de changements internationaux et régionaux organisé par l'université.

Membre du comité de préparation de l'assemblée générale électorale du CNC-PME, le même intervenant a souligné que cette assemblée générale se compose de 90 à 120 représentants des associations professionnelles qui éliront un bureau de 10 membres dont le président sera choisi par le ministre de l'Industrie et des Mines.

Les politiques de soutien aux PME menées par le ministre de l'Industrie et des Mines ont permis à la fin 2016 la création de plus d'un million d'entreprises dans les secteurs public et privé employant 2,5 travailleurs, a affirmé le directeur des études à la Dgpm.

La croissance des PME en Algérie, a-t-il ajouté, est durant ces dernières années en «une courbe ascendante» et la moyenne de création d'entreprise a cru de 17 entreprises pour 1 000 habitants en 2014 à 23 puis à 25 entreprises pour 1 000 habitants. Le séminaire qui se tient deux jours durant au nouveau campus Souidani-Boudjemaâ réunit des experts et chercheurs de plusieurs universités et sera sanctionné par l'adoption de recommandations. Il est organisé conjointement par la Faculté des sciences économiques, de gestion et le laboratoire d'auto-développement et la direction de wilaya de l'industrie et des mines.

K. M.

Entreprises économiques

Les responsabilités éthiques et sociales au centre d'un colloque

L'importance de l'éthique dans l'adoption de la responsabilité sociale de la part des entreprises économiques est au centre des travaux du 3^{ème} Colloque international sur la bonne performance des organisations et des gouvernements, qui ont débuté lundi à Ouargla.

Placée sous le thème : «L'éthique des affaires et la responsabilité sociale», cette rencontre, qu'abrite la Faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de gestion de l'Université Kasdi-Merbah de Ouargla (Ukmo), vise à mettre en évidence l'importance d'adopter la responsabilité sociale de la part

des entreprises économiques et les parties ayant des intérêts communs, dont les travailleurs, les clients, les fournisseurs, la communauté sociale et l'environnement, a indiqué le président du colloque, Khaled Menasria.

«L'aspect éthique est devenu une des dimensions principales et modernes de la responsabilité sociale des entreprises économiques avec son environnement et ses parties prenantes», a-t-il souligné.

Dans son intervention sur les facteurs influençant la perception des entrepreneurs algériens de la responsabilité sociale de l'entreprise, Hind hadj Slimane de l'uni-

versité Abou Bakr Belkaïd (Tlemcen), a expliqué que l'organisation et la mise en place d'une démarche de la responsabilité sociale de l'entreprise, qui suscite aujourd'hui un intérêt croissant dans le monde, a pour objectif de «favoriser la transparence et le dialogue avec son environnement, tout en renforçant sa crédibilité et sa réputation sur les marchés».

S'agissant de la responsabilité environnementale, Halima Saadia Korichi de l'Ukmo, a mis l'accent sur la nécessité d'adopter le «marketing-vert», considéré comme un engagement déterminant surtout pour les entreprises opérant dans

le domaine des hydrocarbures.

M. Khaled Hussainey de l'université de Portsmouth (Grande-Bretagne) a, de son côté, mis en exergue, dans un exposé sur l'éthique et les stratégies de l'édition internationale, sur l'intégrité scientifique, en plus du professionnalisme et de la responsabilité des chercheurs, notamment en ce qui concerne l'édition scientifique.

S'étalant sur deux jours, cette rencontre, à laquelle prennent part des chercheurs universitaires venus de différentes wilayas du pays ainsi que d'autres étrangers (Egypte, Malaisie, Palestine et Grande-Bretagne) pour donner des dimensions pratiques

d'échange d'expériences et de points de vues en rapport avec le thème, s'articule autour de cinq axes principaux.

Il s'agit de «l'éthique des affaires et l'écart de performance», «la mise en place de l'éthique des affaires au sein des entreprises économiques», «les raisons de l'adoption de la responsabilité éthique de la part des entreprises», «les problèmes et lacunes de l'adoption de l'éthique de la part des entreprises» et «les nouvelles tendances de la responsabilité éthique dans les entreprises économiques», selon les organisateurs.

R. B.

Le ministre des Moudjahidine

Les jeunes doivent prendre exemple de l'Emir Abdelkader

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a appelé, lundi depuis Mascara, les jeunes à prendre exemple de l'Emir Abdelkader pour servir le pays et à contribuer à sa prospérité.



Présidant l'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur les dimensions humanitaire, civilisationnelle de l'Emir Abdelkader, organisée à l'université de Mascara à l'occasion de la commémoration du 185^{ème} anniversaire de son allégeance (moubayaia), le ministre a souligné que le devoir oblige aux jeunes Algériens et aux générations montantes à prendre exemple de la personnalité de l'Emir Abdelkader, fondateur de l'Etat algérien moderne qui a dirigé, dès son jeune âge, la lutte contre le colonisateur. Tayeb Zitouni a ajouté que l'Emir Abdelkader a fondé l'Etat

algérien moderne sur des bases et des constantes qui restent un modèle à suivre pour l'édification, le renforcement de la sécurité, de la stabilité, de la prospérité et du progrès de l'Algérie. Le ministre a salué l'image remarquable de l'Algérie à travers le monde, léguée par l'Emir Abdelkader, qui a défendu les causes justes de l'humanité en dépit de son origine et de sa religion. Cette image reste ancrée dans plusieurs pays et chez leurs populations, a ajouté le ministre, tout en mettant l'accent sur la détermination du pays à aller de l'avant, sur la voie du développement et des réformes initiées par le Président de la République,

Abdelaziz Bouteflika. Les dernières élections locales ont été une fête de la démocratie. Elles constituent un bond dans ce parcours visant à mettre en place une démocratie participative dans le sillage de la paix et de la stabilité retrouvées, a expliqué Tayeb Zitouni, rappelant aux nouveaux élus qu'ils doivent relever les défis, atteindre le développement, servir la société en attirant l'investissement et promouvoir des initiatives pour prendre en charge des préoccupations des citoyens.

Cette journée d'étude, organisée en collaboration avec la direction de la culture et l'université Mustapha-Stambouli de Mascara, le

Centre national de recherche en histoire de la résistance algérienne. Plusieurs interventions ont été présentées à cette occasion, traitant notamment de l'image de l'Emir Abdelkader dans les écrits historiques étrangers et l'Emir Abdelkader et la question des prisonniers.

La célébration de ce 185^{ème} anniversaire de l'allégeance de l'Emir Abdelkader s'est poursuivie par une visite aux sites historiques liés au fondateur de l'Etat algérien moderne, outre une cérémonie au site Dardara, à Ghriiss, où a eu lieu la première allégeance de l'Emir, le 27 novembre 1832.

K. M.

Pour faire connaître la personnalité de l'Emir Abdelkader

Intensifier la recherche sur l'histoire de la résistance populaire

Les participants à la conférence sur la première allégeance à l'Emir Abdelkader Ben Mahieddine ont appelé, lundi à Alger, à intensifier la recherche dans l'histoire de la résistance populaire de manière «précise et objective» pour faire connaître la véritable personnalité de l'Emir Abdelkader, «symbole de la résistance et fondateur de l'Etat algérien moderne».

Lors de cette rencontre organisée à l'occasion de la commémoration du 185^{ème} anniversaire de l'allégeance à l'Emir Abdelkader, (1832-2017) les participants ont mis en exergue les «hauts faits de ce symbole de la résistance populaire qui se distinguait par sa pensée, sa culture, son nationalisme et la défense des principes de tolérance et de coexistence», insistant sur «l'importance d'approfondir les recherches sur cette personnalité hors pair loin de toutes accusations ou contrevérités».

Le professeur universitaire, Mohamed Beredouane, est revenu sur la première allégeance à l'Emir qui a eu lieu à Mascara, sous l'Arbre Dardara, rappelant ses qualités «d'homme d'Etat, de religieux et de poète» et sa lutte contre l'occupant français.

«Fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader était un leader de la résistance algérienne contre le colonialisme français de 1832 à 1847», a-t-il ajouté.

Pour sa part, la petite fille de l'Emir, secrétaire générale de la Fondation Emir Abdelkader, Zhor Boutaleb, a estimé que «l'Emir Abdelkader était le premier homme à avoir préparé la lutte armée pour libérer le pays du joug colonial».

R. N.

Projection du film documentaire *Houlm En-noussour*

Le film documentaire *Houlm En-noussour* (Rêve des aigles), dédié à la vie du fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, a été projeté lundi à la salle de conférences Bouamrane Ali de l'université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella, à l'occasion de la commémoration du 185^{ème} anniversaire de l'allégeance au chef de la résistance populaire algérienne.

Réalisé par Hazourli Mohamed Fodhil, ce documentaire traite, en 52 minutes, du parcours combattant de l'Emir Abdelkader, qui a affronté 142 généraux français et mené 115 batailles à travers le pays dont celles d'El Mactaa et d'El Kerma.

Cette oeuvre, projetée en présence d'étudiants des lettres, arts et traduction, aborde les principaux hauts faits et sites historiques de l'époque de l'Emir dont la poudrière de Miliana et la maison du commandement à Médéa. Cette projection a été initiée par le laboratoire Répertoire et archivage des films de guerre dans le cinéma algérien de l'université d'Oran et mise en oeuvre par le Ciné-club relevant de ce laboratoire, premier du genre au niveau de l'université algérienne.

Le directeur du laboratoire, Aïssa Ras El Ma a indiqué que ce Ciné-club, qui compte 10 étudiants, a produit plusieurs films documentaires et de fiction de cinq minutes dont *L'art à travers les ondes*, *La violence aux jeux électroniques* et son effet sur l'enfant et *Moi*.

Le laboratoire dispose de matériel et équipements de cinématographie, notamment des caméras, des équipements de lumière et une station de production, selon le Dr Aïssa Ras El Ma qui a indiqué que le Ciné-club compte produire, chaque année, entre deux et trois films documentaires et de fiction.

Le même responsable a signalé la signature d'une convention avec l'Institut d'archives du cinéma africain de l'université d'Aix-en-Provence (France) pour récupérer des copies de films remontant à l'époque coloniale. Le laboratoire publie, depuis 2013, un magazine *Perspectives cinématographiques* consacrée aux études et critiques du cinéma.

H. M.

Anniversaire de l'allégeance à l'Emir Abdelkader

L'association Ala khouta El Emir honore Lakhdar El Ibrahim

L'association Ala khouta El Emir (Sur les traces de l'Emir) a honoré, lundi à Mascara, le diplomate algérien et ancien ministre des Affaires étrangères, Lakhdar El Ibrahim, en lui décernant le prix LA Selle de l'Emir, attribuée chaque année à une personnalité nationale à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de l'allégeance à l'Emir Abdelkader.

Le prix a été décerné à M. El Ibrahim par le président de l'association, Abdelmalek Sahraoui, en présence des ministres des Moudjahidine et de la Culture, respectivement Tayeb Zitouni et Azzeddine Mihoubi, des autorités de la wilaya et des représentants de la ville américaine El Kader baptisée au nom de l'Emir Abdelkader.

La cérémonie s'est déroulée au niveau du site de l'Arbre de Dardara dans la commune de Ghriiss, qui fut, le 27 novembre 1832, le lieu où l'allégeance des tribus a été faite à l'Emir Abdelkader.

Le diplomate algérien Lakhdar El Ibrahim a appelé, dans une allocution pour la circonstance, les Algériens, dont les jeunes surtout, à suivre l'exemple de

l'Emir Abdelkader qui fut l'un des pionniers de l'humanisme et une des personnalités influentes dans les domaines de la politique, de la littérature, du soufisme et du djihad et à s'inspirer de ses qualités.

Lakhdar El Ibrahim a souligné que les secteurs de l'éducation, des moudjahidine, de la culture et de l'information doivent coordonner leurs efforts pour enrichir les programmes et les bibliothèques en hommage à cet homme exceptionnel.

Pour sa part, le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a salué l'hommage rendu à l'ex-ministre des Affaires étrangères, affirmant que Lakhdar El Ibrahim représente une fierté pour l'Algérie pour les rôles qu'il a joués dans l'instauration de la paix dans plusieurs pays, la défense des causes justes dans le monde et la mise en exergue de la position immuable et inaliénable de l'Algérie envers toutes ces questions.

Le maire d'El Kader, municipalité des Etats-Unis d'Amérique (USA), Joshua Robert Bob, s'est engagé, pour sa part, à déployer tous les efforts pour relancer les relations entre les communes de

Mascara et sa municipalité située dans l'Etat de l'Iowa, tissées depuis plusieurs années dans le cadre de conventions de jumelage dans divers domaines de coopération et visant à mettre en exergue les valeurs humaines pour lesquelles a milité l'Emir Abdelkader.

Le prix La Selle de l'Emir est attribué annuellement par l'association Sur les traces de l'Emir de la wilaya de Mascara, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de l'allégeance, à une personnalité nationale dont le premier avait été décerné en 2015 au Président de la République, Abdelaziz Bouteflika. La deuxième édition du prix a été décernée à la famille du défunt Boualem Bessaïh.

La wilaya de Mascara a célébré, lundi, le 185^{ème} anniversaire de la première allégeance à l'Emir Abdelkader, à travers plusieurs activités culturelles et scientifiques dont une journée d'étude sur les dimensions humaines, civilisationnelles de la personnalité du fondateur de l'Etat algérien moderne. L'ouverture des travaux de cette rencontre, à l'université de Mascara, a été présidée par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni.

R. H.

Elle va rénover davantage les bâtiments

La Fondation Alstom financera le Village d'Enfants de Draria

La Fondation Alstom a annoncé qu'elle va soutenir 17 projets répartis sur tous les continents, dont un en faveur de SOS Villages d'Enfants de Draria (Alger), une ONG prenant en charge les enfants abandonnés et orphelins.



Le projet, qui s'étale sur 11 mois, vise à rénover davantage les bâtiments du village de Draria, où vivent 142 enfants, a appris lundi l'APS, auprès de la fondation qui a précisé que des panneaux solaires seront installés pour «réduire les coûts d'exploitation et fournir de l'électricité propre».

«Ce qui va améliorer la qualité de vie (logements plus sûrs et plus confortables) et permettra de réduire les coûts de l'électricité achetée», a-t-on indiqué. En 2016, rap-

pelle-t-on, la Fondation Alstom, créée en 2007, et SOS Villages d'Enfants International en Algérie ont signé une convention de partenariat pour le financement d'importants travaux de rénovation du Village d'enfants de Draria (Alger), construit en 1992.

Dotée d'un budget de un million d'euros par an, la Fondation Alstom soutient et finance des projets proposés par les collaborateurs d'Alstom qui s'associent à des organisations à but non lucratif et à des partenaires locaux pour améliorer, à

travers diverses initiatives, les conditions de vie des communautés résidant à proximité des installations et des sites de projet d'Alstom à travers le monde, a-t-on expliqué.

Par ailleurs, la fondation prendra en charge des projets économiques et sociaux dans 17 pays. Outre l'Algérie, ils seront menés au Cambodge, Inde, Philippines, Vietnam, France, Italie, Royaume-Uni, Chili, Mexique, Pérou, Etats-Unis, Maroc et Sénégal. Sept ONG françaises figurent parmi les parte-

naires de ces projets.

Le groupe Alstom, présent en Algérie depuis 2001, fournit les systèmes de tramway pour des villes algériennes.

Un memorandum d'accord de coopération entre la Société nationale des véhicules industriels (Snvi), l'usine d'assemblage et de maintenance des tramways (Cital) et Alstom a été signé, en avril dernier, en vue de mutualiser les compétences des trois entreprises pour réaliser des projets de bus électriques, rappelle-t-on.

R. N.

Emploi à El Tarf

Les objectifs tracés atteints à 95%

Les objectifs tracés en matière de placement des jeunes en quête d'emploi ont été atteints à 95% à El Tarf durant les dix derniers mois de 2017, a indiqué la directrice locale de l'emploi.

S'exprimant en marge des journées «Portes ouvertes» dédiées à l'emploi dans la wilaya, Mme Fatima-Zohra Amaloudji a précisé que les efforts de l'Etat, à travers les dispositifs d'aide à l'emploi, ont permis le placement en 10 mois, dans les secteurs public et privé, de 3 501 demandeurs sur un total de 3 926 offres d'emploi enregistrées.

L'Agence locale de l'emploi (Anem) a, par ailleurs, veillé au placement de 207 demandeurs d'emploi entre janvier et fin octobre 2017, au titre du Daip (dispositif d'aide à l'insertion professionnelle), a-t-elle affirmé lors de cette rencontre à laquelle ont pris part les responsables de l'Ansej, de la Cnac, de l'Anem et de la direction de la pêche. Parmi ces demandeurs d'emploi,

placés dans des entreprises économiques activant dans cette wilaya frontalière, 103 sont inscrits dans le cadre du CID (contrat d'insertion des diplômés) et 60 autres au titre du CFI (contrat formation insertion), a-t-on précisé.

La wilaya d'El Tarf a enregistré dans le secteur administratif le placement de 7 093 demandeurs d'emploi, a-t-on également affirmé, rappelant que depuis 2008, 8 406 placements ont été assurés dans le secteur économique. S'agissant de l'Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes) et la Cnac (Caisse nationale d'assurance chômage), la responsable a rappelé que 129 micro-entreprises, ayant généré 253 emplois, ont été financées durant l'exercice 2017.

Le taux de recouvrement des créances au niveau de l'Ansej, est passé, quant à lui, de 43,89% en 2011 à 77,32% en 2017, a-t-on précisé en signalant qu'il a atteint 63,11% au sein de la Cnac.

Le taux de chômage est, quant à lui, passé de 8,17% en 2016 à 7,33% en 2017, a-t-on noté.

La directrice de l'emploi a saisi cette opportunité pour rappeler que l'échéancier de retraitement des créances des promoteurs ayant bénéficié de crédits, avant mars 2011, dans le cadre du dispositif d'aide à l'emploi et rencontrant des difficultés dans le remboursement des crédits octroyés, mis en place depuis l'été dernier, expirera à la fin décembre 2017.

Au cours de ces journées «Portes ouvertes» sur l'emploi, une visite guidée a été proposée aux représentants des médias à deux micro-entreprises créées dans le cadre des dispositifs d'emploi, l'une au port d'El Kala, bateau-sardinier et l'autre, une fromagerie de l'Est à Hedada, dans la commune de Souarekh, qui ont permis la création de 11 emplois pour le premier et 12 autres pour le second.

G. B.

Pôle urbain Massinissa (Constantine)

Taux d'avancement appréciable des travaux d'aménagement extérieur

Le taux d'avancement des travaux d'aménagement extérieur du pôle urbain Massinissa (Constantine) a atteint 80%, a indiqué le wali Abdessamie Saïdoune.

Les actions portant raccordement aux réseaux divers d'eau potable, d'électricité et du gaz naturel et d'assainissement ont été achevées, a affirmé dimanche le même responsable lors de sa visite de travail et d'inspection de ce pôle urbain qui regroupe 3 000 logements publics locatifs (LPL).

L'opération qui a été lancée, il y a deux mois, a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière évaluée à 981 millions de dinars, selon la même source.

La réception finale de ce projet est tributaire du parachèvement des travaux d'aménagement des routes intérieures et des trottoirs de ce site d'habitation situé dans la commune d'El Khroub, selon des explications présentées sur place.

La distribution de ce quota de logements, est prévue pour le mois de janvier 2018 au plus tard, a déclaré à cette occasion le chef de l'exécutif local, soulignant que l'extension n° 20 de la nouvelle ville Ali Mendjeli, enregistre aussi un taux d'avancement «appréciable» en matière des actions d'aménagement extérieur de plus de 2.000 unités LPL.

S'agissant des équipements publics devant accompagner ces chantiers de logements, il a été procédé récemment à la désignation des entreprises pour la réalisation de 10 groupes scolaires, des CEM et des lycées à l'UV 20 et la ville de Massinissa en plus d'un bureau de poste, une annexe communale et des salles de soins et certains locaux aux immeubles de l'extension n° 20 d'Ali Mendjeli, du pôle urbain Massinissa et la nouvelle ville de Aïn Nehas (El Khroub), a-t-il noté.

Un budget d'investissement estimé à 13,4 milliards de dinars a été également réservé dans la wilaya pour régler les situations en instance concernant le paiement des créances détenues par des entreprises chargées des travaux de réalisation des divers chantiers, une démarche, s-t-on noté qui devrait contribuer à la relance et la dynamisation de ces projets.

K. M.

Laghouat

Nouvelles opérations pour préserver et promouvoir l'environnement

Plusieurs opérations susceptibles de promouvoir les conditions de prise en charge de l'environnement ont été concrétisées dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Ces opérations ont porté sur l'extension du centre d'enfouissement technique (CET) dans la commune de Bennacer Benchohra, l'équipement du centre de déchets inertes, l'éradication de l'ancienne décharge de la commune d'El Kheneq avec la réalisation sur le site d'une clôture extérieure et l'équipement d'un forage, en attendant le parachèvement d'une opération de boisement dans cette zone, a-t-on signalé. Elles devront s'ajouter à d'autres projets retenus en faveur de la wilaya, à l'instar de la poursuite du chantier du parc citoyen au niveau du centre de loisirs de Mreigha, à l'entrée Nord de la ville de Laghouat.

La direction de l'environnement vient également de lancer une étude de réalisation d'un plan d'aménagement urbain, dont la dernière phase sera réceptionnée prochainement.

Le secteur compte dans cette wilaya deux CET, un centre de déchets inertes à Laghouat et Aflou, ainsi que trois décharges contrôlées au niveau des communes d'Aflou, Aïn Madhi et Bellil (Hassi R'mel), selon la même source.

K. T.

Découverts récemment sur les plages de Bousfer

La mort des mérous due à une cause virale

La mort de dizaines de mérous, découverts récemment sur les plages de Bousfer et de Aïn El Turck, sur la corniche oranaise, est due, selon les conclusions du laboratoire de biologie marine, relevant de la direction générale de la pêche et de l'aquaculture, à une cause virale, a appris, lundi l'APS, du responsable de cette direction.

Le phénomène a été observé au niveau des plages de la corniche oranaise vers la fin du mois de septembre dernier. Les scientifiques du laboratoire, qui avaient récupéré des échantillons des poissons morts, estiment qu'il s'agit d'une épidémie virale, a indiqué Taha Hamouche.

La thèse de la pollution du milieu marin a été écartée et les épidémies virales chez ce genre d'espèces n'étant pas rares, a souligné le même responsable, rappelant qu'un phénomène semblable a été enregistré en 2013 au niveau des plages de la wilaya de Annaba. S'agissant de la salubrité des milieux marins, Taha Hamouche affirme que les côtes algériennes, contrairement à ce que l'on pense, sont propres et offrent un milieu approprié pour la biodiversité marine.

La pollution au niveau des côtes algériennes est surtout physique, les déchets ménagers (plastique, fer, bois, etc) étant les principaux polluants, a-t-il noté, ajoutant que c'est la pollution chimique qui représente un réel danger pour la biodiversité.

T. K.



Domaine de l'énergie à Illizi

Une cinquantaine de jeunes ont bénéficié de contrats d'emploi

Au moins 48 jeunes apprentis du secteur de l'enseignement et de la formation professionnelle dans la wilaya d'Illizi ont bénéficié de contrats d'embauche au niveau de l'entreprise SKTM (Shariket Kahraba oua Taket Moutadjedida) et de la société algérienne de production de l'électricité (SPE), à la faveur d'une convention de coopération signée entre les institutions précitées, a-t-on constaté.

Remis lors d'une cérémonie tenue en présence des Présidents-directeurs (P-dg) du groupe Sonelgaz, Mohamed Arkab, et de SKTM, Chaher Boulekrassi, et des autorités locales, ces contrats ont profité aux 4ème 5ème promotions dans les filières de formation en électrotechnique, marketing et électromécanique, en plus d'autres spécialités liées au secteur de l'énergie.

L'initiative s'inscrit au titre de la stratégie du secteur visant l'accompagnement des promus du secteur de la formation professionnelle pour leur insertion professionnelle, grâce à la coordination entre différents partenaires pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée capable de renforcer la dynamique de développement de la région, notamment celui lié au développement des énergies renouvelables, hydrocarbures, bâtiment et travaux publics, a indiqué le directeur de wilaya du secteur, Youcef Hamdani.

Le wali d'Illizi, Aïssa Boulehya, a salué cette initiative appelée à contribuer à l'absorption du chômage, la consolidation de la carte locale de l'emploi à travers l'apprentissage et la qualification d'une main-d'œuvre locale susceptible d'assurer la stabilité des travailleurs dans la région.

Il a, en outre, fait part de la disposition



des services de la wilaya à accompagner et soutenir l'entreprise Sonelgaz dans le parachèvement du reste à réaliser des projets, avant d'appeler les jeunes à mettre à profit cette opportunité pour s'assurer un métier d'avenir.

Cette action a été favorablement accueillie par les stagiaires du secteur de la formation professionnelle, dont certains, approchés par l'APS, n'ont pas manqué d'afficher leur fierté de ce placement leur permettant d'intégrer la vie professionnelle dans les secteurs de l'électricité et des énergies renouvelables.

Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya d'Illizi s'emploie à mettre en œuvre de nombreuses conventions de partenariat avec d'autres secteurs d'activités, à l'instar de la formation de plus de 50 jeunes pour un placement, sur la base d'une convention, au niveau de l'entreprise nationale des travaux aux puits, en plus de conventions avec des entreprises pétrolières établies dans la région et des directions exécutives, a signalé M. Hamdani.

Le même responsable a fait évoqué aussi le placement, en vertu des différentes conventions, de 80 jeunes au niveau de SKTM, 30 autres à l'entreprise nationale de forage, 28 jeunes à l'entreprise algérienne de production électrique, et 15 autres au niveau d'une entreprise privée installée dans la région.

Il a également été procédé, à l'occasion de la même cérémonie, à la remise de neuf (9) décisions de promotion au profit de cadres exerçant au niveau de la Sonelgaz d'Illizi.

Le P-dg du groupe Sonelgaz, Mohamed Arkab, avait procédé, dimanche, dans le cadre de sa visite dans la wilaya d'Illizi, à la mise en service de la première phase du projet de centrale électrique de Tarat, localité frontalière sise à 200 km au Nord d'Illizi, avant de présider une séance de travail avec les cadres locaux de la Sonelgaz.

Il doit achever lundi sa tournée par l'inspection de projets et installations d'énergie électrique dans la région d'In-Amenas.

L. Y.

Tlemcen

Réalisation et rénovation de 332 km de routes

Pas moins de 332 kilomètres de routes ont été réalisés et revêtus dans la wilaya de Tlemcen depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris lundi auprès de la direction de wilaya des travaux publics.

Le directeur des travaux publics par intérim, Negadi Abdelkebir a fait part de la réalisation du dédoublement de la RN 7 A reliant les communes de Maghnia et Marsa Ben M'hidi sur une distance de 60 km pour un coût de 10 milliards de dinars,

ainsi que du chemin côtier reliant les communes de Ghazaouet et Marsa Ben M'hidi sur 58 km pour un investissement de 5 milliards DA, en plus de l'extension de la RN 2 reliant Tlemcen et Bensekrane sur 25 km pour un coût de 2 milliards DA.

Une voie d'évitement de la ville de Maghnia a été réalisée sur une distance de 11 km reliant la commune de Hammam Boughrara à la RN 99 et le tronçon de la RN 22 reliant Seb Dou et El Aricha a été rénové sur une distance de 58 km avec

l'utilisation de la technique de recyclage, selon la même source.

Les travaux réalisés cette année portent sur la maintenance de 50 km de chemins de wilaya et 70 km de chemins vicinaux, a-t-on ajouté.

Negadi Abdelkebir a fait part, en outre, de la réalisation de deux échangeurs, le premier reliant la RN 22 à la RN 35 et l'autre la RN 35 à la RN 98 pour un coût global de 800 millions DA.

R. T.

Souk Ahras

Réception de plusieurs infrastructures pour jeunes

Plusieurs infrastructures de sports et pour jeunes seront réceptionnées à Souk Ahras «avant fin 2017» pour réduire les déséquilibres en la matière entre zones urbaines et périurbaines, a indiqué lundi le directeur du secteur, Abdelbasset Aoun.

Il s'agira notamment d'une salle omnisports (1000 places) et un complexe de proximité à M'daourouch dont le stade communal bénéficiera de gradins pour un total de 380 millions DA dégagés du programme des Hauts plateaux, a précisé le même res-

ponsable.

Destinés à offrir aux jeunes des espaces de pratique sportive et de loisirs et à favoriser l'émergence des talents, ces infrastructures seront équipées du matériel sportif nécessaire dont des installations de body building, des tapis pour les sports de combat, des microordinateurs, des tables ping-pong et de billard, a ajouté la même source.

Le même directeur a fait état en outre d'une cadence "soutenu" pour livrer en

2018 d'autres projets dont deux piscines semi-olympiques à Sedrata et M'daourouch, une salle omnisports de 1000 places à Sedrata, deux piscines de proximité à Henanecha et Sedrata, une auberge de jeunes (50 lits) et un complexe sportif de proximité à Souk Ahras.

Une auberge de jeunes est également projetée à M'daourouch pour accueillir les jeunes en tourisme culturelle dans la région riche en sites archéologiques, a souligné le même responsable qui a indiqué que les

Oran Distribution de milliers de logements avant la fin de l'année

■ Un total de 5.435 unités de logements de différents types seront distribués à Oran avant la fin de l'année 2017, a annoncé la wilaya d'Oran.

Cette décision a été prise en marge de la réunion de coordination qu'a présidée dimanche le wali, Mouloud Cherifi, en présence des directeurs de tous les secteurs concernés, chargés d'étudier les préparatifs matériels et logistiques pour le lancement de cette opération, a indiqué la même source.

Dans le cadre du logement locatif, 1.571 unités seront attribués, dont 799 au profit des habitants de Bir El Djir. Il s'agit d'une partie d'un programme de 1.250 logements de ce type implantés au niveau du nouveau pôle urbain de Belgaid. Les 451 familles restantes seront relogées durant le premier trimestre de 2018.

L'opération comporte également le relogement de 772 autres familles résidant dans des habitats précaires et menacés d'effondrement au niveau des deux quartiers de «Sidi El Bachir» et «Sidi El Houari», ayant déjà obtenu des décisions d'affectation vers le nouveau pôle urbain de Belgaid.

D'autre part, 93 logements sociaux seront attribués aux familles vivant dans des habitations précaires dans la région de «Ararsa» dans la commune de Bethioua, et ce, après l'achèvement des travaux d'aménagement extérieurs.

Il s'agira également de l'attribution de 1.500 logements dans le cadre de location-vente (AADL 2013) et 446 logements de la formule «Assur-Immo», au niveau des dairas d'Arzew et de Gdyl, ainsi que 729 logements (LPA) à Belgaid et 1.096 logements (LPP) à Hayet du côté de Hayet Rengency.

Ces opérations seront mises en œuvre par étapes jusqu'à la fin de l'année 2017, selon les services de la wilaya, précisant que le reste des opérations de relogements prévues au bénéfice des différentes communes d'Oran auront lieu au cours du premier trimestre de l'année 2018.

Lors de cette même réunion, le wali a également donné des instructions strictes aux promoteurs chargés de la réalisation des différents projets du secteur pour accélérer la cadence et permettre la livraison des sites restants dans les meilleurs délais.

K. M.

CONFLITS

Syrie

Damas impose ses conditions à la reprise des pourparlers de Genève

L'ONU a relancé, hier à Genève, le difficile processus de négociations sur la Syrie, au point mort depuis plusieurs mois, mais le régime de Damas, fort de ses victoires militaires, est décidé à imposer ses conditions.



Lors d'un rassemblement de toutes les composantes de l'opposition à Ryad la semaine dernière, il a été décidé d'envoyer pour la première fois une seule et unique délégation à Genève pour négocier avec le régime. Mais le communiqué final a de nouveau réclamé le départ du président Assad, une demande inacceptable pour Damas.

A peine arrivé à Genève, le chef de la délégation de l'opposition, Nasr Hariri, a remis de l'huile sur le feu en réaffirmant qu'il s'agissait d'une condition avant toute transition vers des élections.

Pressions de Moscou

La Russie, qui soutient politiquement et militairement le régime de Damas, a apparemment fait pression de son côté sur son allié pour qu'il participe aux discussions de Genève.

Selon l'agence officielle syrienne Sana, citant une source au ministère syrien des Affaires étrangères, la décision de venir à Genève a été prise "après deux jours d'intenses contacts entre les parties syrienne et russe".

La Russie sait qu'elle a besoin de l'ONU si elle veut pousser ses pions pour sauvegarder ses intérêts en Syrie.

Face à une Amérique repliée sur elle-même depuis l'élection du président Donald Trump, le président russe Vladimir Poutine a jusqu'ici multiplié avec succès les initiatives diplomatiques.

Avec l'aide de l'Iran, autre soutien de Damas, et de la Turquie, soutien des rebelles, il a organisé sept réunions mêlant opposition et régime syriens à Astana, au Kazakhstan. Quatre zones de «désescalade» des combats ont en outre été créées en Syrie, là où l'ONU avait échoué.

Il a également annoncé la tenue prochaine en Russie d'un «Congrès du dialogue national» syrien rassemblant tous les acteurs du conflit, qui devra servir de «stimulant» au processus de Genève.

La France se mobilise

Afin de contrebalancer la dynamique de Moscou, la France a organisé une réunion mardi à Genève avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité - Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni - en présence de M. De Mistura.

«Le processus de Genève demeure le seul cadre agréé par la communauté internationale pour la recherche d'une solution politique en Syrie», a rappelé mardi Agnès Romatet-Espagne, porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. «En appui au processus de Genève, la France agit pour mobiliser les membres permanents du conseil de sécurité afin de soutenir la médiation de M. Staffan de Mistura et faire émerger les contours d'un règlement politique». Le médiateur de l'ONU, qui se qualifie volontiers comme un «optimiste incorrigible», espère pouvoir centrer les discussions sur la rédaction d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections sous l'égide de l'ONU, deux thèmes acceptables pour Damas. Mais tout dépendra de l'état d'esprit dans lequel va participer la délégation officielle syrienne. Après plus de 6 années de conflit, qui ont fait plus de 340 000 morts et des millions de déplacés et de réfugiés, le médiateur estime qu'il faudra au moins 250 milliards de dollars pour reconstruire ce pays.

AFP

La délégation officielle du gouvernement syrien, qui était attendue lundi, a retardé son arrivée à mercredi pour protester contre les déclarations de l'opposition réclamant le départ du président syrien Bachar al-Assad avant tout règlement du conflit, une ligne rouge pour Damas.

Malgré ce contretemps, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, qui a déjà organisé sept cycles de discussions à Genève depuis 2016, sans succès, a prévu de maintenir son programme et d'ouvrir ce 8e cycle par une rencontre avec la délégation de l'opposition syrien-

ne.

Selon un haut responsable syrien, le gouvernement a négocié pied à pied avec M. De Mistura au cours des deux derniers jours.

«La délégation gouvernementale va venir mercredi à Genève pour exprimer sa position concernant les pourparlers», a-t-il dit à l'AFP.

M. De Mistura «a promis à la délégation qu'il n'y aurait pas de rencontre en direct avec l'opposition, ni aucune discussion sur la déclaration de Riyad, et que les conditions mentionnées dans cette déclaration n'ont rien à voir avec le processus de Genève», a-t-il ajouté.

Au moins 18 morts dans de nouveaux bombardements sur la Ghouta

Au moins 18 personnes, dont deux enfants, sont mortes lundi dans de nouveaux bombardements du régime syrien sur la Ghouta orientale, région rebelle proche de Damas où un accord de «désescalade» a pourtant été instauré, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). Assiégée depuis 2013 par le régime de Bachar al-Assad, la Ghouta orientale fait partie des quatre zones de «désescalade» mises en place cette année dans certaines régions du pays en vue d'instaurer une trêve. Malgré cela, le régime a intensifié depuis la mi-novembre ses frappes contre cette région, où quelque 400 000 habitants subissent déjà de graves pénuries de nourriture et de médicaments. Lundi, des frappes

aériennes et des tirs d'artillerie du régime sur plusieurs localités ont tué au moins 18 civils, selon l'Osdh, au lendemain de la mort d'au moins 23 personnes dans des bombardements similaires. D'après l'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de correspondants dans le pays, au moins 45 personnes ont par ailleurs été blessées. «Les services médicaux de la Ghouta orientale sont dépassés par la situation», a alerté lundi Médecins sans Frontières (MSF). Les centres de santé «utilisent leurs stocks de fournitures médicales les plus essentielles à une telle vitesse qu'il sera fort difficile de reconstituer ces réserves», souligne dans un communiqué l'ONG.

AFP

Moyen-Orient

Le nombre de soldats américains plus élevé qu'annoncé

Le nombre de soldats américains déployé sur les théâtres de guerre au Moyen-Orient reste bien mystérieux, après la publication lundi par le Pentagone de nouveaux chiffres officiels bien supérieurs à ceux annoncés jusque-là.

Selon un rapport trimestriel sur l'état des troupes mis en ligne par le Pentagone, les Etats-Unis avaient, au 30 septembre, 15 298 militaires déployés en Afghanistan, 8 892 en Irak et 1 720 en Syrie.

Ces chiffres sont très différents de ceux mis en avant par le Pentagone ces derniers mois.

Ainsi, les Etats-Unis disposent officiellement de 503 militaires sur le terrain en Syrie et 5 262 en Irak. Ces chiffres représentent ce que le

Pentagone appelle «le niveau de gestion des troupes», une mesure de l'époque de Barack Obama qui fixe une limite au nombre de militaires américains déployés au Moyen-Orient. Le Pentagone parvient à respecter tant bien que mal ces chiffres - bien que le nombre de soldats sur le terrain soit bien supérieur aux chiffres officiels - en excluant du décompte les déploiements de courte durée et certaines catégories de personnel.

«Nous n'en sommes pas au point où nous pouvons faire une annonce officielle qui diffère de ce que nous avons déjà annoncé», a indiqué un porte-parole du Pentagone, le colonel Rob Manning, interrogé lundi sur ces différences. Il a néanmoins assuré que les Etats-Unis annonce-

raient le nombre exact de leurs militaires déployés dans ces pays en guerre, sans préciser quand.

«Nous serons aussi transparents que possible sans montrer nos capacités à l'ennemi», a indiqué le colonel Manning.

Face à la situation très précaire des forces gouvernementales en Afghanistan face aux talibans, le président Trump a accepté d'augmenter le nombre de soldats américains sur place. Il a laissé toute latitude à son ministre de la Défense, Jim Mattis, pour fixer le nombre de soldats envoyés en renfort. Le dernier chiffre annoncé par le Pentagone dans ce pays était de 14 000 militaires américains.

T. M.

Turquie

Frappes aériennes contre le PKK

L'aviation turque a lancé, dans la nuit de lundi à mardi, une série de frappes aériennes ayant détruit 41 cibles de la rébellion du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, a annoncé l'état-major des forces armées turques (TSK).

Ces raids, menés dans la région d'Aos, ont visé des abris, des cachettes et des tunnels utilisés par le PKK dans le nord de l'Irak, où sont situées les bases-arrières de la guérilla.

La Turquie va poursuivre sa lutte contre le PKK dans le nord de l'Irak afin de détruire totalement les camps de la rébellion situés à 25 km de ses frontières, a affirmé, la semaine dernière, devant le parlement le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyly.

Les forces de sécurité turques ont lancé, depuis la fin 2015, une vaste opération sécuritaire en vue d'éliminer le PKK des zones urbaines. Près de 11 000 rebelles ont été neutralisés, depuis, à l'intérieur du pays et dans les raids aériens de l'aviation turque dans le nord de l'Irak et plus de 1 200 membres des forces de sécurité (soldats, policiers et gardiens de village) et des civils ont été tués dans les attaques du PKK.

Ankara avait initié en automne 2012 un processus de réconciliation avec le PKK pour mettre fin au conflit armé de trois décennies ayant fait plus de 40 000 tués. Mais deux ans et demi plus tard, ce processus a volé en éclats avec la reprise des attaques contre les forces de sécurité après l'attentat-suicide de Suruç, le 20 juillet 2015, qui avait fait 34 tués parmi des sympathisants du mouvement kurde.

R. N.

Afghanistan

Sept terroristes de Daech tués par un drone

Au moins sept éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) ont été tués par un drone dans la province afghane de Nangarhar, dans l'Est du pays, a annoncé hier le porte-parole du gouverneur de la province dans un communiqué.

La frappe, qui a eu lieu lundi soir, visait un repaire de l'EI près de Sala Kas, dans le district de Haska Mina, précise le communiqué.

Le gouvernement afghan a récemment renforcé ses opérations terrestres et aériennes contre les groupes armés, notamment l'EI dans l'Est et le sud du pays.

H. B.

Zimbabwe

Le nouveau président dissout le gouvernement Mugabe

Le nouveau président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a dissous le gouvernement de son prédécesseur, Robert Mugabe, et confié temporairement deux portefeuilles clés à des ministres du chef de l'Etat démissionnaire, a annoncé lundi le groupe audiovisuel public ZBC.



Le temps de former un nouveau gouvernement et afin d'assurer la continuité de ministères essentiels", Emmerson Mnangagwa a nommé deux personnalités du parti au pouvoir, la Zanu-PF, aux postes des Finances et des Affaires étrangères.

Patrick Chinamasa s'est vu confier les Finances, un portefeuille qu'il a déjà occupé jusqu'à

récemment sous le régime Mugabe. Lors d'un remaniement en octobre, il avait cependant été affecté au ministère de la Cybersécurité.

Simbarashe Mumbengegwi a, lui, hérité de la diplomatie. Il était chargé de la Planification macroéconomique dans le dernier gouvernement Mugabe, mais avait auparavant occupé le poste de ministre des Affaires étrangères.

Patrick Chinamasa et Simbarashe Mumbengegwi se retrouvent affectés aux postes qu'ils avaient perdus en octobre dans le cadre d'un remaniement, où Emmerson Mnangagwa s'était vu priver du poste de la Justice.

Le nouveau président Mnangagwa, qui n'a pas encore nommé son nouveau gouvernement, a convoqué pour mardi 15H00 (13H00) les directeurs de

cabinet de tous les ministères.

Emmerson Mnangagwa a prêté serment vendredi, trois jours après la démission du président Robert Mugabe, au pouvoir depuis l'indépendance du Zimbabwe en 1980.

Ce dernier, âgé de 93 ans, a été contraint de céder sa place après le coup de force de l'armée, qui avait pris le contrôle du pays mi-novembre, et sous la pression de la rue et de la Zanu-PF. L'armée était intervenue après l'éviction le 6 novembre d'Emmerson Mnangagwa de son poste de vice-président. Son départ avait ouvert la voie à la première dame, Grace Mugabe, pour succéder le moment venu à son mari, un scénario inacceptable pour les militaires.

Emmerson Mnangagwa a promis vendredi, lors de sa prestation de serment, de reconstruire une économie en ruines et de servir la nation. Nombre de Zimbabwéens restent cependant sceptiques sur ses intentions: ce fidèle de Robert Mugabe est accusé d'avoir joué un rôle-clé dans la répression organisée par l'ancien régime.

AFP

Burkina Faso L'armée française visée par une grenade

■ Une grenade offensive a été lancée en direction d'un véhicule transportant des militaires français lundi soir à Ouagadougou, blessant trois civils, quelques heures avant l'arrivée du président français dans la capitale du Burkina Faso, rapporte Radio France Internationale (RFI) mardi sur son site internet.

Selon la radio qui cite des informations en provenance des services de sécurité, l'engin a été lancé par deux individus cagoulés qui circulaient sur une motocyclette.

La grenade n'a pas atteint sa cible, précise RFI. Elle a explosé sur la chaussée et blessé trois personnes.

Les deux individus ont pris la fuite.

Emmanuel Macron est arrivé lundi soir tard au Burkina Faso, première étape d'une tournée africaine au cours de laquelle le chef de l'Etat français entend s'adresser à la jeunesse et défendre un partenariat "renouvelé" entre la France et l'Afrique.

Reuters

Kenya

Les forces de sécurité détruisent six camps d'Al-Shebab

Les forces de sécurité kenyanes ont détruit lundi six camps d'entraînement d'Al-Shebab, dans le cadre d'une opération continue pour éradiquer ce mouvement terroriste de la vaste forêt de Boni et de la ville côtière de Lamu.

Le directeur de l'Opération Linda Boni, Joseph Kanyiri, a rapporté que des armes, comprenant des fusils AK-47, du matériel de fabrication d'explosifs, de la nourriture et des médicaments avaient été récupérés lors de cette opération dans la forêt située le long de la frontière avec la Somalie.

"Nous avons détruit six camps d'Al-Shebab dans la forêt de Boni. Ces camps temporaires servaient de cachettes pour les terroristes pour mener des attaques dans différentes régions de Lamu", a déclaré M. Kanyiri.

Il a ajouté que "beaucoup" de terroristes avaient été tués, et d'autres encore blessés, lors de cette opération.

"Nous avons tué beaucoup de terroristes d'Al-Shebab et beaucoup d'autres encore ont fui avec des blessures. Nous sommes à leur poursuite", a dit M. Kanyiri.

M. Kanyiri a appelé les agents d'Al-Shebab revenus clandestinement au Kenya à se rendre volontairement pour être restaurés à la vie civile, promettant qu'ils ne seraient pas traités comme suspects.

La plupart des combattants qui étaient infiltrés dans la forêt ont abandonné leurs camps et fui en Somalie, selon des sources de l'armée et de la police.

Un certain nombre de personnes, dont des agents de sécurité, ont été tués dans des attaques de terroristes, souvent menées au moyen d'engins explosifs artisanaux.

R. A.

La Chine dément tout rôle dans la transition

La Chine a salué lundi l'investiture du nouveau président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, et a démenti toute implication dans son ascension à la tête de ce pays africain face à l'ex-homme fort Robert Mugabe.

Le chef des armées du Zimbabwe, Constantino Chiwenga, était en visite à Pékin peu avant la crise politique qui a secoué Harare courant novembre: une présence qui a soulevé des interrogations quant au rôle joué par la Chine dans la transition politique zimbabwéenne.

La venue de M. Chiwenga faisait partie des "interactions normales" entre les deux pays, a indiqué lundi Geng Shuang, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

"Elle était prévue longtemps à l'avance et était approuvée par l'ex-président Mugabe", a-t-il martelé lors d'un point presse. "La Chine défend toujours le principe de non ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et cette position demeure inchangée".

Pékin a longtemps été l'un des plus fervents alliés de Robert Mugabe sur la scène internationale et un partenaire commercial majeur du Zimbabwe, souvent boudé par les dirigeants occidentaux qui y dénonçaient des atteintes aux droits de l'homme.

Mais la Chine n'a pas pris position lorsque l'armée a placé M. Mugabe en résidence surveillée mi-novembre. Le ministère chinois des Affaires étrangères avait déclaré la semaine dernière "respecter" la démission du dirigeant et rendu hommage à ce "bon ami" de la

Chine. "Nous félicitons le président Mnangagwa", a assuré le porte-parole Geng Shuang. "Nous soutenons le Zimbabwe dans sa marche vers un chemin conforme à sa situation nationale. Nous sommes persuadés que sous la direction de M. Mnangagwa, le développement national du Zimbabwe poursuivra ses progrès", a-t-il souligné.

Longtemps considéré comme le dauphin naturel de Robert Mugabe, Emmerson Mnangagwa avait été évincé de la vice-présidence début novembre.

Le nouveau président a des liens historiques avec la Chine: il y avait suivi une formation militaire avant de participer à l'indépendance du Zimbabwe contre le colonisateur britannique, proclamée en 1980.

AFP

RDC

Polémique autour du projet de nouvelle loi électorale

Pléniaire houleuse au Palais du peuple de Kinshasa hier après-midi. Le projet de nouvelle loi électorale était débattu. Et il fait polémique dans la classe politique, majorité comme opposition. En particulier une disposition: l'introduction d'un seuil de représentativité, qui prévoit que les partis, regroupements politiques ou des candidats indépendants devront désormais atteindre ou dépasser "3% du nombre total de suffrages valablement exprimés" au niveau national pour espérer remporter des sièges à l'Hémicycle. Aujourd'hui, le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur,

Emmanuel Shadari Ramazani, doit répondre aux critiques des députés, toujours à l'Assemblée. Pourquoi autant de débats?

Il suffit de regarder la composition de l'actuelle Assemblée nationale de RDC pour comprendre la levée de bouclier. Plus d'une centaine de partis y sont représentés, des dizaines n'ont qu'un ou deux députés, et beaucoup sont très implantés dans certaines provinces, mais ne jouissent pas d'une assise nationale. Bref, si la nouvelle loi en examen avait été en vigueur lors des législatives de 2011, la majorité des députés en poste n'aurait pas été élus. Sans surprise, on trouve à la tête de la

fronde tous ces petits partis alliés du PPRD, aujourd'hui sur la sellette, après avoir été souvent créés opportunément en 2011 pour renforcer la majorité autour du parti présidentiel. Plus étonnante en revanche est la fronde au sein même du PPRD, révélatrice estiment certains du climat de méfiance qui s'y est installé ces derniers mois sur fond de querelles intestines et d'évictions spectaculaires comme on l'a vu récemment dans certaines provinces.

"Beaucoup de députés ne souhaitent pas remettre leur sort entre les mains des dirigeants du PPRD", confie un élu. A ce propos, une autre disposition fait

débat dans le parti. Si le projet de loi passe, tout candidat indépendant qui voudrait se présenter face à son ancienne formation devra avoir démissionné au minimum trois mois avant le dépôt des candidatures. "C'est perçu comme une volonté de contrôle", déplore un député de la majorité.

Les défenseurs du projet de loi, insistent eux sur la nécessité de lutter contre les candidatures "fantaisistes ou opportunistes" et de réduire le coût des élections en réduisant le nombre de partis. Actuellement, selon le vice-Premier ministre de l'intérieur, plus de 600 sont enregistrés.

RFI

Corée du Nord

Hawaï reprend les tests de sa sirène d'alerte

Hawaï va tester cette semaine sa sirène d'alerte pour la première fois depuis près de 30 ans et la tester en prévision d'un éventuel lancement de missile nord-coréen, ont annoncé lundi des représentants des services d'urgence américains.

L'archipel, où se trouve une importante structure de commandement militaire, fait figure de cible privilégiée d'une éventuelle attaque de la Corée du Nord contre les Etats-Unis.

La sirène, qui était utilisée pendant la Guerre froide, va résonner pendant 60 secondes vendredi à 11h45 locale puis un nouveau test sera effectué au premier jour ouvrable de chaque mois, ont annoncé les autorités de l'archipel.

Un message demandant aux habitants de «se mettre à l'abri, de rester à l'abri et de se tenir informés» sera diffusé conjointement à la sirène d'alerte en cas d'attaque aérienne.

L'Etat de Hawaï effectue déjà chaque mois des tests d'alertes liés



aux ouragans et aux autres catastrophes naturelles. Ces alertes sont aussi diffusées via la radio, la télévision et les réseaux cellulaires.

«La préparation aux urgences est de savoir à quoi s'attendre et

quoi faire face à toutes les menaces», explique Vern Miyagi, le chef de l'Agence de gestion des secours à Hawaï, dans une vidéo publiée sur Internet dans laquelle il ne mentionne pas la Corée du Nord.

Mais cette sirène, qui n'avait plus été utilisée depuis les années 1980 et la fin de la Guerre froide, est réactivée compte-tenu des récents tests balistiques de la Corée du Nord, a expliqué à Reuters une porte-parole de l'agence, Arlina Agbayani.

Ces missiles nord-coréens sont

jugés capables d'atteindre Hawaï, précise-t-elle.

Une autre source au sein de l'agence affirme qu'un seul missile de 150 kilotonnes tiré sur Pearl Harbor, situé à Oahu, l'île principale d'Hawaï, causerait 18.000 morts et entre 50.000 et 120.000 blessés, selon des calculs effectués à partir des estimations de la technologie nucléaire de la Corée du Nord.

Hawaï compte un peu plus de 1,4 million d'habitants.

En cas d'un lancement de missile nord-coréen, le commandement

américain situé dans le Pacifique demanderait aux responsables des secours à Hawaï de sonner l'alerte, ce qui laisserait aux habitants de l'île entre 10 et 15 minutes avant l'impact, détaille la fiche descriptive délivrée par l'agence des secours.

Alors qu'aucun abri nucléaire spécifique n'existe, il est conseillé aux habitants en cas d'attaque de se réfugier dans un bâtiment ou dans un édifice important afin de limiter les risques d'irradiation.

Reuters

Australie : Un homme préparait un attentat terroriste pour le Nouvel An

La police australienne a annoncé hier avoir arrêté un sympathisant du groupe Etat islamique qui projetait d'acheter une arme et de tirer dans la foule le soir du Nouvel An à Melbourne. Le suspect, âgé de 20 ans et né en Australie de parents somaliens, a été arrêté lundi lors d'une opération de la police dans une maison de Werribee, une banlieue de Melbourne, dans le sud de l'Australie, a indiqué la police. L'homme est «un sympathisant de l'Etat islamique» et l'attaque qu'il projetait était «potentiellement catastrophique», a déclaré Shane Patton, chef adjoint de la police de l'Etat de Victoria, dont Melbourne est la capitale.

Selon la police, le suspect avait consulté un manuel en ligne produit par Al Qaïda sur la manière d'utiliser des armes à feu et de commettre des attentats, mais il a été arrêté avant d'avoir pu acheter un fusil automatique. «Il avait l'intention d'utiliser une arme à feu pour abattre autant de personnes que possible dans le secteur de Federation Square le soir du Nouvel An», a déclaré M. Patton. Federation Square est une place située au cœur de la ville de Melbourne, près de la gare ferroviaire de Flinders Street et de la cathédrale St Paul. C'est l'un des principaux endroits de Melbourne où les gens se rassemblent le 31 décembre pour fêter l'arrivée du Nouvel An. «C'est une terrible préoccupation pour nous que, pendant la période des fêtes, alors que les gens se divertissent, il y ait un potentiel complot pour commettre un acte terroriste», a déclaré Shane Patton.

Il a précisé que le suspect, qui vivait chez ses parents, était sous la surveillance de la police depuis le début de cette année parce qu'il faisait partie d'une petite communauté d'extrémistes, et que son comportement était progressivement devenu plus alarmant. Les autorités australiennes, qui craignent depuis plusieurs années des attaques de la part d'extrémistes, ont renforcé en septembre 2014 le niveau national d'alerte terroriste. Depuis, 74 personnes ont été arrêtées sur le territoire australien dans le cadre de 374 enquêtes antiterroristes. Les autorités déclarent que 13 attentats ont été déjoués ces dernières années, dont une attaque inspirée par le groupe Etat islamique et qui aurait dû avoir lieu à Noël 2016 au même endroit dans le centre de Melbourne. La police avait alors arrêté plusieurs hommes qui prévoient d'utiliser des explosifs, des armes à feu et des couteaux pour commettre un attentat à cet endroit très fréquenté. A la question de savoir si le suspect arrêté lundi pouvait avoir été inspiré par ce complot de Noël 2016, Shane Patton a déclaré que le processus par lequel il s'était radicalisé devait encore être déterminé par les enquêteurs. Un autre projet d'attentat récemment déjoué par la police australienne, lui aussi inspiré par l'EI, consistait à faire s'écraser un avion en utilisant du gaz toxique ou une bombe rudimentaire. En 2014, une prise d'otages dans un café de Sydney s'était soldée par la mort de deux d'entre eux.

AFP

Le Japon a détecté des signaux suspects de Corée du Nord, selon des sources

Des signaux radio captés par le Japon suggèrent que la Corée du Nord pourrait préparer un nouveau tir de missile balistique, même si les images satellite ne montrent aucune activité nouvelle, apprend-on mardi dans l'entourage du gouvernement japonais.

Après avoir effectué des tirs deux à trois fois par mois depuis le mois d'avril, la Corée du Nord a suspendu ses essais au mois de septembre après avoir envoyé une roquette qui est passée au-dessus de l'île d'Hokkaido, dans le nord du Japon. «Ce n'est pas suffisant pour déterminer (si un nouvel essai est pour bientôt)», a-t-on dit à Reuters. L'agence de presse japonaise Kyodo rapportait lundi soir que le gouvernement japonais était en alerte après avoir capté des signaux radio suggérant qu'un lancement de missile pourrait intervenir dans les prochains jours.

Ces signaux pourraient être liés à l'entraînement militaire hivernal des troupes nord-coréennes, indique l'agence de presse japonaise.

S'appuyant sur une source au sein du gouvernement sud-coréen, l'agence sud-coréenne Yonhap affirme, elle, que les services de renseignement des Etats-Unis, de la Corée du Sud et du Japon ont récemment relevé les signes d'un possible lancement de missile nord-coréen et ont relevé leur niveau d'alerte. Interrogé sur ces articles de presse, le porte-parole du Pentagone, le Colonel Robert Manning, a déclaré que les Etats-Unis continuaient à surveiller la Corée du Nord de près.

«A ce stade il y a un travail principalement diplomatique, appuyé par des options militaires», a dit le Colonel Manning.

«La coalition entre la

République de Corée et l'alliance américaine demeurent fortes et capables de parer à toute provocation ou attaque de la Corée du Nord.»

Deux sources bien placées au sein de l'administration américaine expliquent ne pas avoir eu connaissance de renseignements suggérant que la Corée du Nord préparait un nouveau test balistique mais que le gouvernement américain ne serait pas surpris si un tel test venait à se produire dans un futur proche.

Les représentants des services de renseignement américains rappellent que la Corée du Nord a par le passé envoyé des signaux trompeurs de préparatifs, en partie pour masquer les préparatifs réels et en partie pour tester les services de renseignement des Etats-Unis et de leurs alliés.

Reuters

Donald Trump, fin d'année sous haute tension



La fin d'année est proche et le bilan législatif est maigre : au plus bas dans les sondages, Donald Trump espère arracher une victoire au Congrès dans les semaines à venir. Mais l'équation politique est compliquée.

De Ronald Reagan à Barack Obama, la première année au pouvoir est traditionnellement celle durant laquelle les présidents américains font passer les réformes les plus emblématiques - ou les plus délicates - surfant sur l'élan des urnes.

Mais contrairement à ses prédécesseurs, Donald Trump n'a jamais connu l'état de grâce des débuts. Ses relations avec l'opposition démocrate sont très difficiles, celles avec les élus républicains, majoritaires au Congrès, loin d'être harmonieuses.

Le locataire de la Maison-Blanche, dont la frustration est palpable, reçoit mardi les leaders républicains et démocrates de la Chambre des représentants et du Sénat : Paul Ryan, Mitch McConnell, Nancy Pelosi et Chuck Schumer.

Au menu de cette rencontre très attendue à Washington: fiscalité, dette, immigration, santé.

La priorité des priorités pour l'exécutif américain ? Le vote d'une vaste réforme fiscale, promesse de campagne du magnat de l'immobilier envers «la classe moyenne» mise en avant comme outil incontournable vers une croissance plus robuste.

«L'économie a besoin d'une baisse d'impôts et le parti républicain a besoin de tenir ses promesses», résumait dimanche le sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham.

Donald Trump a franchi mi-novembre une première haie, avec

l'adoption d'un texte par la Chambre des représentants. Mais le plus dur est à venir: le Sénat où, avec 52 sièges sur 100, les sénateurs républicains ne peuvent se permettre plus de deux déflections.

Lundi, à peine rentré des congés de Thanksgiving, il a assuré d'un tweet que la réforme se présentait «très bien» et bénéficiait d'un «fort soutien». Le vote pourtant, s'annonce délicat.

Et si les républicains ont les yeux braqués sur leur réforme fiscale, les sujets de tension au Capitole sont légion. Une date-butoir accapare tous les esprits: le 8 décembre, échéance d'ici laquelle les élus doivent trouver un accord sur le relèvement du plafond de la dette.

Prérogative du Congrès, le relèvement du plafond de la dette est, depuis une vingtaine d'années, au coeur de batailles politiques homériques. Il est devenu une précieuse monnaie d'échange pour les élus de tous bords sur fond de menace d'une fermeture du gouvernement fédéral, comme ce fut le cas en 2013.

«Obstruction»

Pour les démocrates, l'occasion est belle de pousser l'une de leurs priorités: offrir un statut - et des perspectives d'avenir - aux centaines de milliers de «Dreamers» (rêveurs), sans-papiers arrivés enfants aux Etats-Unis.

Donald Trump a supprimé un programme de Barack Obama les protégeant, connu sous le nom de Daca. Et

donné au Congrès six mois pour trouver une solution.

Interrogée sur les débats à venir, Sarah Sanders, porte-parole de la Maison-Blanche, a dit lundi espérer que les démocrates ne «prennent pas le gouvernement en otage».

Qu'attendre alors de la réunion de mardi avec, autour du président, les quatre personnages les plus puissants du Capitole ?

La dernière rencontre de ce type, début septembre, avait donné lieu à un épilogue surprenant. Désavouant ses partenaires de la majorité républicaine, M. Trump s'était mis d'accord avec «Chuck et Nancy», les chefs de l'opposition démocrate, pour relever le plafond de la dette jusqu'en décembre.

Quelques jours plus tard, lors d'un dîner à la Maison-Blanche qui allait faire couler beaucoup d'encre, il accentuait le malaise dans son propre camp en négociant directement, avec l'opposition démocrate sur la question sensible de l'immigration.

Depuis, le ton a changé. Donald Trump n'a de cesse de dénoncer «l'obstruction» systématique de ses adversaires démocrates.

Entre sa volonté affichée de faire aboutir à tout prix sa réforme fiscale «historique», et ses changements de pieds successifs vis-à-vis de ténors républicains qu'il encense ou dénigre suivant les jours, difficile de prédire quelle carte l'impétueux président sortira de son jeu.

Aux Etats-Unis, démocrates et républicains pris dans les affaires de harcèlement

■ Le président américain Donald Trump soutient de facto le candidat républicain au Sénat, Roy Moore, accusé d'attouchements, mais ne fera pas campagne pour lui, alors que le Congrès s'active contre le harcèlement sexuel, qui frappe tous les partis.

L'opposition démocrate est également touchée. Le sénateur Al Franken multiplie les actes de contrition depuis qu'il a été accusé d'avoir embrassé de force une femme en 2006, ainsi que d'un geste déplacé sur une autre.

«Je sais que j'ai déçu beaucoup de monde», a déclaré Al Franken lundi au Capitole, lors d'une conférence de presse consacrée exclusivement au sujet. «Je sais qu'il n'existe pas de mot magique pour regagner votre confiance, et que cela prendra du temps».

«J'ai honte», a-t-il poursuivi.

Les allégations contre lui ne sont pas les plus graves au Congrès; la femme qu'il a embrassée de force, Leeann Tweeden, a accepté ses excuses.

Les faits reprochés à un autre parlementaire démocrate, le doyen de la Chambre John Conyers, 88 ans, sont plus lourds: le harcèlement sexuel de collaboratrices pendant des années. L'une d'elles a signé un règlement à l'amiable en 2015 et obtenu des indemnités.

Mais l'élu, héros de la lutte pour les droits civiques des Noirs, dément les accusations et refuse de démissionner, plaçant en difficulté tout le parti démocrate, qui jusqu'à présent se présentait comme le véritable parti défenseur des femmes.

Guerre dans l'Alabama

Pour le parti du président américain, le problème le plus urgent se situe dans l'Alabama, lieu d'une élection sénatoriale partielle le 12 décembre.

Roy Moore est accusé d'attouchements et de comportement déplacés avec des mineures à partir de la fin des années 1970 dans l'Alabama, alors qu'il était trentenaire. Il ne conteste pas avoir fréquenté des adolescentes mais nie toute agression sexuelle.

Il a été lâché par son parti. Les sénateurs de la majorité, dont plusieurs joueront leur siège aux législatives de novembre 2018, craignent de s'associer au personnage et ont pris leurs distances - beaucoup disant en substance qu'ils préféreraient perdre le siège républicain que de voir Roy Moore rejoindre leurs rangs. «Je veux être du bon côté de l'histoire dans cette affaire», a déclaré le sénateur Tim Scott sur ABC. Mais le locataire de la Maison-Blanche voit les choses à plus court terme: il a besoin du plus de sénateurs républicains possibles pour faire adopter sa réforme de la fiscalité avant la fin de l'année. Pour lui, pas question de passer de 52 à 51 sièges sur 100.

Il n'a pas appelé à voter Moore, ni dit son nom... Mais il a clairement dit aux électeurs qu'il ne fallait pas choisir le candidat démocrate. Il ne s'affichera toutefois pas avec Roy Moore.

«Le président ne prévoit pas de déplacement dans l'Alabama à ce stade», a déclaré la porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Sanders.

Dans les sondages, le démocrate, Doug Jones, est remonté et l'issue de la course est devenue incertaine. Une large partie des électeurs conservateurs restent fidèles à l'ancien magistrat, héraut de la droite religieuse.

Harcèlement au Congrès

Au-delà de Roy Moore, face à la mise en cause de plusieurs parlementaires en exercice, le Congrès entend agir vite. «Je suis peut-être naïf mais je ne pensais pas qu'il y avait autant de porcs dans le monde», a déclaré lundi le sénateur républicain John Kennedy. La Chambre des représentants votera mercredi pour rendre obligatoire une formation contre le harcèlement sexuel pour tous les élus et leurs collaborateurs, ce que le Sénat a déjà acté.

Plusieurs membres du Congrès, emmenés par la démocrate Jackie Speier, veulent aller plus loin que la seule sensibilisation au harcèlement et réformer une loi de 1995 sur la façon dont les victimes, à l'intérieur du Congrès, peuvent rapporter des faits de harcèlement et obtenir réparation.

Cette loi avait été adoptée en 1995 à une voix de l'unanimité. Mais l'époque a changé et les procédures établies à l'époque sont aujourd'hui dénoncées comme obsolètes. «Le système mis en place en 1995 protégeait le harceleur», a dit Jackie Speier sur la chaîne ABC dimanche. «Une victime m'a dit que le processus était presque pire que le harcèlement lui-même». Les nouvelles règles proposées permettraient d'accélérer la procédure interne après une plainte, et de rendre publique la liste et le montant des règlements de plaintes.

Indonésie

Le volcan de Bali crache ses cendres, l'aéroport reste fermé

L'aéroport international de Bali, haut lieu du tourisme en Indonésie, était fermé mardi pour le deuxième jour consécutif en raison du risque d'éruption d'un volcan qui crache d'immenses panaches de cendres, bloque des milliers de visiteurs et provoque des évacuations massives.



Des dizaines de milliers d'habitants effrayés ont fui leur maison aux alentours du mont Agung, où les autorités ont décrété le niveau d'alerte maximum et prévenu qu'il pourrait connaître une éruption majeure à tout moment.

Le volcan émet de spectaculaires colonnes d'épaisse fumée grise depuis plusieurs jours et les avions resteront cloués au sol jusqu'à au moins mercredi matin.

Le Centre d'avis en cendres volcaniques de Darwin (Australie), membre d'un réseau mondial de spécialistes fournissant des informations sur les volcans, "montre que les couloirs aériens sont pleins de cendres volcaniques, c'est dangereux pour les avions", selon Wisnu Darjono, de l'agence de contrôle aérien AirNav.

Si 40.000 personnes ont déjà quitté la zone de danger établie autour du mont Agung, les autorités estiment qu'un total de 100.000 habitants pourraient devoir s'éloigner.

"Le volcan projette toujours des cendres volcaniques. Elles sont épaisses et s'élèvent très haut dans les airs, jusqu'à trois ou quatre kilomètres au-dessus du cratère", a déclaré I Gede Suantika, membre de l'agence de volcanologie indonésienne. "L'activité au mont Agung reste très intense. Nous sommes toujours au niveau d'alerte le plus élevé".

La zone d'exclusion autour du volcan, situé à 75 kilomètres de la station balnéaire touristique de Kuta, a été élargie à

10 kilomètres.

120.000 passagers touchés

Mardi, 443 vols avaient été annulés à l'aéroport international de Denpasar, capitale de Bali, destination touristique mondiale avec des millions de visiteurs chaque année. Plus de 120.000 voyageurs sont touchés.

L'aéroport de l'île de Lombok, autre destination touristique très prisée à l'est de Bali, a fermé à plusieurs reprises ces derniers jours. Il était ouvert mardi mais ce pourrait n'être que temporaire, selon les autorités.

La dernière éruption du mont Agung, en 1963, avait fait 1.600 morts, l'une des plus meurtrières dans un pays qui compte près de 130 volcans actifs.

Les habitants se souviennent de la catastrophe, un traumatisme qui les a précipités dans des centres d'urgence et camps de fortune, abandonnant derrière eux leur précieux bétail.

Dewa Gede Subagia, âgé aujourd'hui de 67 ans, était déjà là en 1963.

"Je suis très inquiet car j'ai déjà vécu ça", dit-il à l'AFP dans le centre où il s'est réfugié dans le village de Rendang. "J'espère que cette fois-ci, ça ne durera pas trop longtemps. En 1963, j'étais parti quatre mois".

Mais les spécialistes estiment que l'activité au mont Agung est comparable à ce qui s'était produit voici un demi-siècle, lorsque le volcan avait envoyé

dans l'atmosphère suffisamment de débris - environ un milliard de tonnes - pour rafraîchir la température mondiale de 0,2 à 0,3 degrés Celsius pendant un an environ.

Incertitude

"Ce que nous observons en ce moment, ce sont de petites explosions, qui rejettent des gaz chauds et des fragments de roche fondue ou des cendres", explique David Pyle, professeur des sciences de la Terre à l'Université d'Oxford.

"La probabilité d'une grande éruption est élevée mais cela pourrait prendre des jours ou des semaines avant que cela ne se produise", a-t-il cependant ajouté.

Le mont Agung est craint car il s'agit d'un volcan de type "explosif". Riches en eau, ces volcans sont susceptibles de générer des explosions importantes avec projection d'énormes quantités de débris et de cendres brûlants, très haut dans l'atmosphère.

Le volcan a donné les premiers signes de réveil en septembre, nécessitant l'évacuation de 144.000 habitants.

L'activité avait semblé se calmer fin octobre, et l'alerte avait été abaissée, ce qui avait convaincu des milliers de personnes de rentrer.

Jusqu'à ce qu'il se remette à gronder voici quelques jours, libérant samedi un important panache de fumée.

AFP

Rohingyas

Oxford retire à Suu Kyi une distinction de la ville

La dirigeante birmane Aung San Suu Kyi s'est vue retirer la plus haute distinction de la ville britannique d'Oxford en raison de son "inaction" dans la gestion de la crise des Rohingyas, a annoncé le conseil municipal.

"Quand Aung San Suu Kyi a reçu le Freedom of the City en 1997, c'était parce qu'elle incarnait les valeurs de tolérance et d'internationalisme d'Oxford", déclare le conseil municipal dans un communiqué.

"Aujourd'hui, nous avons pris la décision sans précédent de lui retirer la plus grande distinction de la ville en raison de son inaction devant l'oppression de la minorité rohingya", ajoute le texte, publié après cette décision votée lundi soir à l'unanimité.

Fin septembre, la prestigieuse université d'Oxford avait elle décidé de retirer de ses murs un portrait d'Aung San Suu Kyi, ancienne étudiante de l'établissement.

la dirigeante birmane, prix Nobel de la paix, est très critiquée pour son peu d'empathie envers la minorité musulmane rohingya, considérée comme une des plus persécutées du monde, et victime, selon l'ONU et Washington, d'un "nettoyage ethnique".

Quelque 900.000 Rohingyas de Birmanie sont entassés dans le plus grand camp de réfugiés de la planète, dans le sud du Bangladesh. Environ 620.000 d'entre eux ont fui depuis fin août leurs villages de l'Etat Rakhine (ouest de la Birmanie) pour échapper à des violences de la part des militaires.

AFP

Chine

Cinq ans de prison pour un militant taiwanais pro-démocratie

Un militant taiwanais pro-démocratie a été condamné mardi en Chine à cinq ans de prison pour "subversion", un verdict qualifié "d'inacceptable" par Taïwan et de parodie de justice par des associations de défense des droits de l'homme. Lunettes et chandail vert, Lee Ming-cheh, auteur d'articles critiques envers le Parti communiste chinois (PCC), a entendu le jugement calmement avant d'être emmené hors de l'audience par deux policiers, selon une vidéo mise en ligne par un tribunal intermédiaire de la province du Hunan (centre). Un co-inculpé de nationalité chinoise, Peng Yuhua, qui avait reçu ses articles, a été condamné à sept ans de prison. Les deux hommes ne feront pas appel, selon la cour. M. Lee est le premier ressortissant taiwanais à être condamné en vertu du code pénal chinois pour "subversion", a indiqué depuis Taipei l'association Judicial Reform Foundation, tandis que le gouvernement de l'île dénonçait le verdict. "Nous exhortons Pékin à libérer M. Lee et à lui permettre de retourner rapidement à Taïwan", a déclaré la présidence taiwanaise dans un communiqué. Lors d'une audience en septembre dernier, M. Lee avait reconnu avoir rédigé et diffusé les textes incriminés. "La télévision que je regarde dans ma prison m'a permis de comprendre mieux la Chine", avait-il assuré au tribunal, avant de conclure sur un ton contrit: "Je sais que je violais la loi chinoise (...) J'exprime ma culpabilité et mes regrets".

AFP

Avec une majorité qualifiée

L'UE renouvelle pour 5 ans la licence d'exploitation du glyphosate

L'Union européenne (UE) a renouvelé lundi pour cinq ans la licence d'exploitation de l'herbicide glyphosate avec une majorité qualifiée de 18 Etats membres, a annoncé la Commission européenne.

Réunis en comité d'appel après l'échec de précédentes tentatives pour trouver un accord, les 28 Etats membres de l'UE ont voté en faveur de la proposition de la Commission de réautoriser l'utilisation du glyphosate pour cinq ans.

Dix huit pays: Bulgarie, Allemagne, République tchèque, Danemark, Estonie, Irlande, Espagne, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie,

Slovaquie, Slovaquie, Finlande, Suède, Royaume-Uni ont voté pour. Neuf autres Etats membres de l'UE: Belgique, Grèce, France, Croatie, Italie, Chypre, Luxembourg, Malte, Autriche, se sont opposés à la prolongation de la licence d'exploitation du glyphosate et un seul Etat, le Portugal, s'est abstenu.

"Le vote d'aujourd'hui montre que quand nous voulons, nous pouvons partager et accepter notre responsabilité collective dans la prise de décision", a affirmé le commissaire européen à la Santé Vytenis Andriukaitis, cité dans un communiqué.

Lors d'un précédent vote, le 9 novembre, les Etats membres n'avaient pas réussi à trouver un accord.

Le vote n'avait pas permis de dégager une majorité qualifiée (55 % des Etats membres, représentant 65 % de la population). Une majorité de pays (14) s'étaient prononcés en faveur de la proposition de l'exécutif européen mais ils ne regroupent pas 65 % de la population.

L'Allemagne qui s'était abstenue lors du premier vote, a voté lundi en faveur de la proposition de la Commission européenne après que les amendements apportés par ce pays au texte présenté par l'exécutif

européen aient été adoptés.

Avec ses près de 83 millions d'habitants, l'Allemagne a permis au camp des défenseurs de cet herbicide de remporter le bras de fer qui l'opposait à ceux qui menaient campagne pour son interdiction, l'herbicide étant classé "cancérogène probable pour les humains" par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). Le Parlement européen, quant à lui, a adopté en octobre une résolution qui demandait une interdiction progressive du glyphosate en 5 ans, mais cette résolution n'avait pas de valeur contraignante.

T. B.

Théâtre régional de Mostaganem

Les artistes Maâzouz Bouadjadj, Nouredine Benatia et Abdelkader Ghelamallah honorés

Le doyen de la chanson chaâbie, Cheikh Maâzouz Bouadjadj ainsi que les chanteurs Nouredine Benatia et Abdelkader Ghelamallah ont été honorés, lundi soir, au Théâtre régional Djillali- Benabdelhalim de Mostaganem, en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi.



Les chanteurs Rachid Guetafa et Bensabir Boukharouba ont présenté, à l'occasion de cette cérémonie, un bouquet musical riche en qaçidate et en maddih puisés du patrimoine artistique local et national. Le poète Abdelkader Arabi a, pour sa part, déclamé, ses plus belles oeuvres du melhoun, à la grande satisfaction de l'assistance.

Maazouz Bouadjadj, né le 16 janvier 1935, au vieux quartier populaire de Tijdit, coeur battant de la ville de Mostaganem, est connu pour son grand attachement aux qaçidate des grands cheikhs du chaâbi dont Abderrahmane Benaïssa, Hadj M'hamed El Anka, Hadj M'rizek, Hadj Menouar et autres.

Il a entamé la chanson

en 1952 avant de rejoindre le combat libérateur. Arrêté et emprisonné au centre de détention de Ain Tédèlès et au sinistre camp de Sidi Ali. Après le recouvrement de l'indépendance, il a repris la chanson, offrant au domaine musical national les plus belles pièces musicales comme *Tahla Fi Wissayti*, *Khalkhal Aouicha*, *Ya Saheb El Ghemama*, *Khezna Kbir*, *Ya El Ouahdani*, *Ana Alik Meddah* et autres oeuvres artistiques immortalisées dans la mémoire des amateurs de ce genre artistique.

La deuxième figure mostaganémoise honorée est Nouredine Benatia. Il est né le 4 novembre 1947 à Haï Zaouia du quartier de Tijdit de Mostaganem. Dès son jeune âge, il s'est intéressé aux genres samaa soufi et au maddih. Il compte 28

qaçidate enregistrées à la Télévision nationale.

Nouredine Benatia a fondé en 1984, avec d'autres artistes locaux, l'association Fen oua nachat au sein de laquelle il continue de former des générations d'artistes et musiciens. Il a exercé également les fonctions de directeur de la culture des wilayas de Mostaganem et Relizane (2002-2012).

Le troisième artiste honoré, Abdelkader Ghelamallah, est né le 26 août 1960 à Mostaganem. Remarquable joueur de luth, de piano, de la mandoline et de la guitare, il a formé deux générations de musiciens à l'école de l'association du Club étoile culturelle de Mostaganem. Il excelle dans les genres musicaux du hawzi, chaâbi, andalou et même dans le

genre moderne.

Abdellah Ghelamallah est également l'auteur de trois ouvrages dédiés au patrimoine, à la musique traditionnelle et au melhoun.

La visite du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, se poursuivra mardi dans la wilaya de Mostaganem, par l'ouverture du 6^{ème} Colloque international sur l'image de la Révolution algérienne à travers les oeuvres littéraires et artistiques, prévu à l'université Abdelhamid Benbadis.

Le ministre présidera également l'ouverture de la 4^{ème} édition du Panorama du film révolutionnaire et documentaire, prévue à la salle de cinéma Cheikh Hamada et assistera à diverses activités culturelles et artistiques.

R. D.

Exposition Arts matures à Oran Rencontre de cinq peintres d'une même génération

■ L'exposition des Arts matures, inaugurée lundi après-midi au Musée des arts modernes d'Oran (Mamo), comporte des oeuvres d'art de cinq artistes-peintres d'une même génération. L'exposition, inaugurée par le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, comporte plus de 100 tableaux signés par des piliers des arts plastiques dans l'ouest du pays, à savoir Mekki Abderrahmane, Belmekki Mourad, Belhachemi Noureddine, Mersali Othmane et Oulhaci Mohamed.

Ces oeuvres, fruit d'un travail intense et plein de ces talentueux artistes-peintres, particulièrement dans l'art abstrait, reflètent le degré de maturité atteint dans l'évolution de ce style acquis dans les écoles des arts plastiques. Les artistes-peintres abordent des thèmes à caractère humain et social, tels que l'émigration clandestine, la femme, les souks et les us et coutumes.

Il ressort du travail particulier de ces peintres, diverses nuances qui diffèrent d'un pinceau à un autre. Cette tonalité ressort avec force dans les toiles du plasticien Othmane Mersali qui utilise, pour la première fois, dans quatre de ses tableaux diverses couleurs numériques sur une programmation donnée dans le traitement des couleurs en forme de vagues.

Cette exposition, la première du genre au niveau de la wilaya d'Oran ayant regroupé cinq plasticiens d'une même génération, est une initiative louable qui a permis de faire connaître cette génération montante, les nouvelles techniques et des créations des jeunes talents dans le domaine des arts plastiques, de l'avis de participants.

Cette manifestation, à l'initiative du Musée national Ahmed-Zabana d'Oran, qui se tient jusqu'au 10 janvier prochain, est une occasion de plus pour rendre hommage à ces plasticiens qui se sont illustrés dans les différentes Ecoles des arts plastiques et montrer leurs expériences artistiques de plasticiens qui ont oeuvré à l'enrichissement de cet art en Algérie à travers leur sensibilité créative et les faire connaître dans les différentes expositions nationales et internationales, selon les organisateurs.

R. C.

Festival du théâtre maghrébin Neuf troupes théâtrales arabes sélectionnées

■ Neuf troupes théâtrales arabes ont été sélectionnées pour prendre part à la 6^{ème} édition du Festival du théâtre maghrébin, prévu du 15 au 21 février prochain dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Les pièces, oeuvres théâtrales sélectionnées sont l'oeuvre de troupes issues de Palestine, Egypte, Soudan, Jordanie, Maroc, Tunisie et Libye, outre le pays hôte, a indiqué le président de l'association organisatrice Ochak El Khachaba (amoureux du théâtre) pour les arts dramatiques, Nabil Ahmed Messai.

Ces oeuvres ont été sélectionnées parmi une cinquantaine présentées par 14 pays arabes au jury du festival qui a arrêté une série de critères de sélection axés, notamment sur l'aspect esthétique et artistique du spectacle, l'originalité et la mise en scène, a expliqué le même responsable.

L'Algérie sera représentée par deux troupes, l'association El Kalima de M'sila, avec la pièce *El ayila* (la famille), et la coopérative culturelle Taftika du théâtre avec le concours du Théâtre régional d'El Eulma qui présentera la pièce *Bentoura spécial* (peinture spéciale).

La participation palestinienne sera représentée par l'oeuvre *Ansar* du théâtre Tantoura, rééditée après une éclipse de 27 ans (1990), décrivant et retraçant les difficultés endurées par les prisonniers palestiniens, alors que la participation tunisienne sera représentée par la troupe de la commune de Douz avec la pièce *Sabra* relatant une histoire d'amour durant la période coloniale.

Ce festival, qui verra l'animation d'autres pièces de troupes du Soudan, Libye, Maroc et Egypte, prévoit des ateliers de formation sur les techniques du 4^{ème} art, encadrés par des spécialistes de différents pays arabes.

Dédié à la mémoire du défunt dramaturge Mohamed Oueniche, il prévoit aussi l'interprétation, à titre honorifique, de cinq pièces théâtrales algériennes et tunisiennes.

Y. L.

Coup d'envoi de la semaine culturelle de Boumerdès

Le coup d'envoi de la semaine culturelle et théâtrale de la wilaya de Boumerdès a été donné lundi soir, au Théâtre régional Djillali Benabdelhalim dans le cadre de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre 2017». La cérémonie de lancement de cette manifestation devant se poursuivre jusqu'au 29 novembre en cours, a été marquée par la présentation d'une pièce théâtrale *Noun* de l'auteur Walid Abdellahi et du metteur en scène Hicham Kihal et produite par l'association des activités de plein air, de loisirs et d'échanges de Boudouaou. La pièce a été donnée au Centre culturel de la commune de

Kheirddine. *Noun* a décroché le prix du jury, lors de la dernière édition du Festival national du théâtre amateur tenu à Mostaganem en juillet dernier à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la fondation de cette plus vieille manifestation culturelle en Afrique et dans le Monde arabe.

Par ailleurs, une exposition a été mise sur pied au hall du Théâtre régional de Mostaganem, comportant des photos sur des oeuvres produites par les associations et les coopératives culturelles de la wilaya de Boumerdès ainsi que sur l'histoire du mouvement théâtral. Des éléments de décors, des accessoires ainsi que des costumes ont

été exposés en plus des photos de figures marquantes de cet art dans la wilaya.

Pour rappel, la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre 2017» a été lancée en mars dernier et durera tout le long d'une année. Placée sous le slogan «Célébrons la ville ..célébrons le théâtre», des semaines culturelles et théâtrales des wilayas de Constantine, Annaba, Batna, Tissemsilt, Mascara, Ain Defla, Souk Ahras, Tizi Ouzou et Tlemcen ont été déjà programmées, en attendant la participation d'autres théâtres régionaux et de wilaya avant la clôture en mars 2018.

Y. M.

«PAROLES DE FEMMES»

" Quand la colère emplit ton coeur, ne laisse pas ta langue aboyer en vain. "

Sappho



FEMMES

ILS ONT DIT :

" La colère vide l'âme de toutes ses ressources, de sorte qu'au fond paraît la lumière. "

Friedrich Nietzsche

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Le prince Harry et Meghan Markle se diront «oui» en 2018

Un prince et une actrice américaine, comme dans un conte de fée: Harry et Meghan Markle se marieront au printemps 2018, de quoi mettre du baume au coeur des Britanniques en pleines turbulences liées au Brexit, et moderniser l'image de la famille royale.

C'est donc désormais officiel, Harry, 33 ans, le trublion de la famille royale, qui fut longtemps l'un des célibataires les plus convoités de la planète, va se ranger. Le mariage est prévu au printemps 2018.

«Toutes les planètes étaient alignées... Cette femme magnifique est entrée dans ma vie et je suis entré dans la sienne», a déclaré le prince lors d'une interview télévisée. Plus tôt dans l'après-midi, le couple était apparu radieux, elle en manteau blanc, lui en costume bleu, dans les jardins du palais de Kensington pour une séance photo. «Je suis aux anges», a déclaré le prince, tombé amoureux de Meghan «au premier regard». Meghan, 36 ans, émue et un brin nerveuse, a exhibé sa bague de fiançailles, que Harry a lui-même dessinée. Ce bijou associe un diamant du Botswana, pays où le couple a passé des vacances au tout début de leur relation, à deux diamants plus petits ayant appartenu à la princesse Diana. Diana et Meghan «auraient probablement été les meilleures amies», a assuré Harry, convaincu que l'actrice «sera incroyablement douée» dans son nouveau rôle, à ses côtés.

Les futures noces devraient susciter un engouement exceptionnel dans un Royaume-Uni séduit par cette union peu commune, pour une famille royale en tout cas, entre un prince et une actrice étrangère, métisse - sa mère est afro-américaine - divorcée et roturière.

Meghan sera toutefois la deuxième Américaine divorcée à faire son entrée dans la famille royale après Wallis Simpson, pour qui le roi Edouard VIII avait dû abdiquer en 1936. L'ex-couple présidentiel américain Barack et Michelle Obama ont félicité le couple via twitter et lui ont souhaité «une vie de joie et de bonheur ensemble».



ANTI-ÂGE

Quels actifs naturels pour soigner les peaux matures ?



Avec l'âge, la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

PEAU MATURE : CE QUI LA DÉFINIT

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent : rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symptômes trouvent

leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau).

SES BESOINS

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au stress oxydatif (radicaux libres).

LES ACTIFS NATURELS ADAPTÉS

Pour traiter les rides : on privilégie les soins

bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centella asiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces anti-oxydants vont stimuler les fibroblastes (cellules de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène.

Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorella vulgaris, l'extrait de bouleau blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

UN SOIN ANTI-ÂGE MAISON

Ce masque antioxydant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette proposée par Natacha Thibault dans Mes 50

meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

INGRÉDIENTS :

-50 g de chocolat noir bio
-1 goutte d'huile de noix de coco
-2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-ylang
Mode d'emploi

Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie

Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.

FORME

Étirez-vous comme un chat

Lions dans la savane, tigres dans la jungle ou gros matous sur le tapis du salon, tous les félins s'étirent au réveil. Nous devrions faire comme eux, car l'étirement permet d'éliminer les crispations musculaires, dénoue les raideurs

physiques et aide à évacuer les tensions nerveuses et émotionnelles. Le principe est simple : au réveil, encore couché(e), étirez bras et jambes comme si vous vouliez grandir. Puis, alternativement, repliez chacun de vos bras jusqu'à l'épaule, relâ-

chez vos muscles et étirez-les à nouveau. Faites de même avec vos deux jambes. Pendant que vous vous étirez, respirez calmement et profondément. Les brumes du sommeil s'évanouiront rapidement et votre tonus reviendra.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

A deux mois de la CAN de handball

Les Verts débutent la préparation



Cyclisme/Championnats arabes sur route / contre-la-montre (individuel junior)

Hamza Mansouri en or

Le cycliste algérien Hamza Mansouri a décroché lundi la médaille d'or du contre-la-montre individuel, dans la catégorie « juniors » des Championnats arabes 2017 sur route, qui se déroulent actuellement à Charm el-Cheikh (Egypte). Le jeune algérien s'est imposé en 28 min, 41 sec et 58 cent, sur un circuit de 21,5 km, avec une vitesse moyenne de 44,95 km/h, devançant ainsi l'Egyptien Assem Khalil (29:29.20), au moment où un autre algérien, Mohamed Amine Nehari a pris la troisième place, en 29:31.71. Chez la cadets, les Algériens ont échoué au pied du podium, puisque Mohamed Chérif Nouri s'est contenté de la 5e place, en 21:45.06, alors que son compatriote Youcef Boukhari a pris la 7e place, en 22:14.70, loin derrière l'Egyptien Mohamed Ahmed Kacem, qui a remporté cette course, disputée sur un circuit de 15 km, avec un chrono de 20:42.84. Une troisième médaille d'or donc pour l'Algérie, après celle du contre-la-montre (par équipes/juniors), remportée samedi, au premier jour de la compétition, puis celle du contre-la-montre (par équipes/messieurs) remportée le lendemain, au moment où les dames s'étaient contentées de la médaille d'argent, derrière l'Egypte. Cette compétition, qui se poursuit jusqu'au premier décembre prochain, enregistre la participation de quelque 300 athlètes, représentant 14 pays arabes, à savoir : Algérie, Egypte, Tunisie, Maroc, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Qatar, Irak, Jordanie, Palestine, Koweït, Soudan et Oman.

Tournoi Pro-féminin de Castellon de Tennis (T. Final)

Ibbou éliminée au premier tour

La joueuse de tennis algérienne Inès Ibbou a été éliminée, au premier tour du tableau final du tournoi Pro-féminin de Castellon, qui se déroule du 27 novembre au 3 décembre en Espagne, après sa défaite par deux sets à zéro contre l'Espagnole Claudia Hoste Ferrer. Un match presque à sens unique, car plié en seulement une heure et vingt minutes par l'Espagnole, ayant remporté le premier set (6-2) avant d'enchaîner (6-3) au second. Une déception pour la championne d'Afrique de 2015, qui restait sur deux très bons parcours, en Tunisie et en Espagne, et grâce auxquels elle a gagné plus de 80 places au classement de la WTA, où elle pointe actuellement au 707e rang. Après un parcours épique sur les courts en terre battue de Hammamet (Tunisie), où elle avait remporté entre autres un simple et un double, l'Algérienne de 18 ans est retournée en Espagne, où elle a disputé pas moins de cinq tournois consécutifs, et dont le dernier a été celui de Castellon. Les quatre autres compétitions sont : Riba Roja De Turia (16-22 octobre), le 13e Open de San Cugat (30 octobre-5 novembre), Vinaros (6-12 novembre) et Benicarlo (13-19 novembre). Cette élimination précoce ne signifie pas pour autant la fin de l'aventure pour Ibbou dans la péninsule ibérique, puisqu'elle s'est déjà inscrite pour un sixième tournoi, en l'occurrence, celui de Nules, prévu du 4 au 10 décembre prochain.

La sélection nationale de handball a débuté depuis avant-hier soir les choses sérieuses en organisant le premier stage à Alger pour préparer la prochaine Coupe d'Afrique des Nations et qui aura lieu au mois de janvier prochain au Gabon. En hibernation depuis la dernière CAN en Egypte en 2016, le sept national a traversé une dure étape, notamment sur le plan de l'encadrement avec les changements à la tête de la FAHB mais aussi et surtout avec la difficulté que celle-ci à savoir la Fédération avait trouvée des difficultés pour mettre en place un nouveau staff technique qui se devait de remplacer l'ancien sélectionneur, Salah Boucekriou, parti à l'issue de la CAN 2016 au pays des Pharaons et où les Verts s'étaient contentés de la quatrième place qui ne leur avait pas permis de se qualifier au Mondial. La FAHB qui avait conclu au départ avec le Serbe, Hasanefendic, ils ont vite fait de résilier le contrat en raison de la maladie dont souffrait ce dernier qu'on dit atteint d'Alzheimer. Les responsables de la petite balle ont vite

fait de porter leur choix sur des techniciens locaux, à savoir, Sofiane Hiouani et son adjoint Zineddine Mohamed Seghir. Ces deux entraîneurs ont une grande expérience sur les terrains, eux, qui avaient même travaillé dans des pays du Golf, avant de revenir exercer dans le pays, puisque Hiouani avait prit les destinées du club bordjien de l'IRBB avant d'être appelé à prendre en main l'EN. Le staff technique national a donc débuté sa mission avec ce premier stage de préparation qui se tient à Alger et qui s'étalera jusqu'au 30 novembre, soit ce jeudi. 23 joueurs dont sept du GS Pétroliers, six du CR Bordj Bou Arréridj et cinq du CRB Baraki prennent part à ce stage. Sept joueurs de la sélection U21, qui a participé au Mondial de la catégorie disputé à Alger (juillet 2017), figurent également parmi les convoqués. Les entraînements se déroulent à la salle Hassen-Moutcho de Ain Benian et le staff axe son travail sur les aspects physiques et techniques dans le même temps. A noter que Hiouani aura pour mission de qualifier la

sélection nationale au prochain Mondial, ce qui fait qu'il devra réussir à monter sur le podium lors de cette CAN au Gabon. Les Algériens ont hérité, au premier tour de cette CAN, de la Tunisie, du Cameroun, du Congo et du pays organisateur (poule A) alors que le groupe B est composé de l'Egypte (tenante du titre), du Maroc, de la RD Congo, de l'Angola et du Nigeria.

Imad M.

Liste des joueurs convoqués :

Abdellah Benmenni, Khelifa Ghedbane, Riad Chahbour, Messaoud Berkous, Reda Arib, Ahmed Boussaid, Abderrahim Berriah (GS Pétroliers), Abderraouf Djellabi, Abdeldjalil Zennadi, Ayoub Abdi, Mustapha Hadj Sadok, Aziz Bouhal (CRB Baraki), Zoheir Naim, Walid Djerbouni, Redouan Saker (JSE Skikda), Abdenour Hammouche, Nour-eddine Hellal, Mouloud Bouriche, Latif Moufok, Abdelkader Mekhlouf, Mohamed Griba (CR Bordj Bou Arréridj), Lamine Rabir (HBC El Biar), Ayat Allah Khomeini Hamoud (ES Ain Touta).

Joueur Africain de l'Année 2017

Yacine Brahimi dans la liste finale

L'international algérien du FC Porto Yacine Brahimi est retenu dans la sélection finale pour le titre de joueur africain de l'année 2017, selon la short-list publiée lundi soir par la Confédération africaine de football (CAF). Seul footballeur algérien nommé dans la liste initiale qui comportait trente (30) noms, Brahimi figure désormais dans la liste finale pour le trophée du meilleur joueur africain 2017. Le meneur de jeu algérien est en train de réussir une bonne entame de saison confirmant ainsi la bonne saison effectuée avec son club portugais l'an dernier qui lui a permis de remporter le trophée de meilleur

joueur de l'année au FC Porto. Au total, Onze (11) joueurs ont été retenus pour le trophée de joueur de l'année de la CAF à l'issue des votes des membres du Comité Technique et de Développement de la CAF, du Panel des Experts de la CAF et des Médias Indépendants. TV Consultants, précise l'instance africaine sur son site officiel. La deuxième et dernière phase impliquera les sélectionneurs ou les directeurs techniques des associations nationales et dix membres du groupe des consultants indépendants des médias et des télévisions. Pour la première fois, les capitaines des sélections

nationales (hommes) des associations nationales participeront au vote décisionnel pour désigner le lauréat. Pour le trophée du meilleur joueur africain basé en Afrique, aucun footballeur algérien n'est retenu dans la short-list des 10 nominés. Rabie Meftah, Oussama Derfalou (USM Alger) et Fawzi Chaouchi (MC Alger) figuraient dans la liste initiale de 30 noms. Le successeur de Ryad Mahrez pour le trophée du meilleur joueur de l'année 2017 sera connu lors de la cérémonie de remise des CAF Awards aura lieu le jeudi 4 janvier 2018 à Accra, au Ghana.

Meilleur arbitre africain de l'année

Mehdi Abid Charef nommé

L'arbitre international algérien Mehdi Abid Charef est nommé pour le trophée du meilleur arbitre africain de l'année 2017, selon la liste publiée lundi par la Confédération africaine de football (CAF). Actuellement à Abou Dabi où il prend part à un séminaire organisé par la Fédération internationale de football (FIFA) en vue du mondial 2018, Abid Charef est considéré comme l'un des meilleurs arbitres africains

cette année. Il a pris part à la dernière Coupe du Monde des moins de 17 ans disputée en Inde où il avait été désigné quatrième arbitre de la finale Angleterre-Espagne (4-2). Il a également dirigé la finale aller de la Coupe de la Confédération entre TP Mazembe (RDC)- Supersport (2-1). Outre Abid Charef, cinq autres arbitres sont en lice: Bamlak Tessema (Ethiopie), Ghead Grisha (Egypte), Janny

Sikazwe (Zambie) Malang Diedhiou (Sénégal), Mehdi Abid Charef (Algérie) et Papa Bakary Gassama (Gambie). Le meilleur arbitre africain de l'année sera élu par les membres de la commission des arbitres de la CAF. La CAF a communiqué également les noms dans les autres catégories en vue de la cérémonie des CAF Awards 2017 prévue le 4 janvier prochain à Accra (Ghana).

Pour lutter contre l'immigration clandestine L'Union africaine va coopérer avec la Libye

L'Union africaine (UA) a déclaré lundi qu'elle était disposée à coopérer avec la Libye pour lutter contre l'immigration clandestine. Amira el-Fadil, envoyée de l'Union africaine et Commissaire aux Affaires sociales, a fait cette annonce au cours d'une rencontre avec Fayez Serraj, Premier ministre libyen soutenu par l'ONU, à Tripoli. Selon le service de presse du Premier ministre, la rencontre a porté sur la coopération entre la Libye et l'UA en matière de lutte contre l'immigration clandestine et le trafic d'êtres humains. «Le Premier ministre a souligné que la Libye était désireuse de renforcer ses relations avec l'UA, afin de faciliter le progrès et la prospérité sur le continent. Il a déclaré qu'une enquête avait été ouverte suite aux récents articles de presse à propos des mauvais traitements subis par les migrants africains en Libye», a ajouté le service de presse. Un récent reportage de CNN a montré des esclaves vendus aux enchères dans plusieurs endroits de Libye, où des migrants africains bloqués dans le pays ont été vendus pour à peine 400 dollars américains. M. Serraj a expliqué que la Libye, en tant que point de passage privilégié des migrants, avait besoin d'un effort conjoint de toutes les parties concernées pour lutter contre l'immigration clandestine, notamment «en créant des projets de développement durable dans les pays d'origine des migrants». «Nous sommes impatients d'obtenir le soutien de l'Union africaine contre l'immigration clandestine, qui affecte fortement la Libye en tant que pays de transit. Nous désirons aussi le soutien des pays voisins, afin de nous aider à sécuriser les frontières libyennes et à mettre fin aux réseaux de contrebande», a déclaré M. Serraj. Mme el-Fadil a salué les efforts du gouvernement libyen pour enquêter sur les récentes informations faisant état de vente de migrants en tant qu'esclaves. Elle a souligné que la Commission aux Affaires sociales de l'UA était disposée à coopérer avec le gouvernement libyen pour apporter aux migrants l'aide dont ils avaient besoin en Libye.

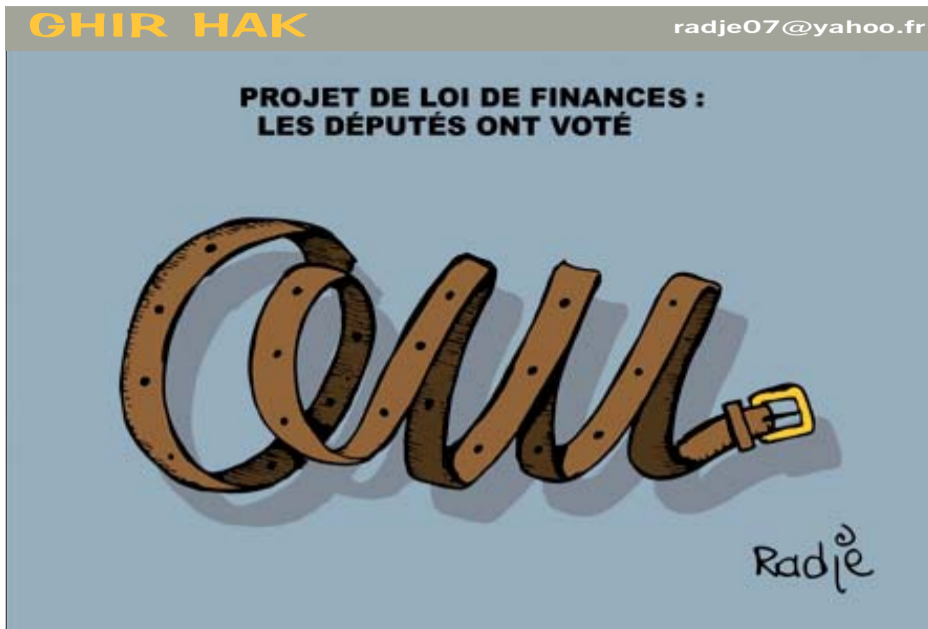
R. I.

Irlande

La vice-Première ministre démissionne pour éviter une crise politique

La vice-Première ministre irlandaise, Frances Fitzgerald, a démissionné hier, a annoncé la télévision publique RTE, contribuant ainsi à désamorcer une crise politique qui aurait conduit à la chute du gouvernement et à de nouvelles élections. «Je crois qu'il est nécessaire de prendre cette décision pour éviter des élections malvenues et potentiellement déstabilisatrices», a-t-elle déclaré dans un communiqué publié sur Twitter. Le parti d'opposition Fianna Fail, avec lequel le Fine Gael (centre-droit également) du Premier ministre Leo Varadkar est obligé de compter pour gouverner faute de majorité au parlement, avait réclamé cette démission, sans quoi il voterait une motion de censure. Le Fianna Fail a en effet déposé cette motion qui devait initialement être soumise au vote des députés irlandais dans la soirée, à moins d'un accord de dernière minute entre les deux partis ennemis contraints à l'entente depuis les législatives de 2016. La démission de Frances Fitzgerald rend désormais le maintien de cette motion plus qu'incertain. La chute du gouvernement aurait été du plus mauvais effet en pleines fêtes de fin d'année et à un moment crucial des négociations sur le Brexit, où la question de la future frontière entre les deux Irlande est l'un des sujets majeurs.

T. L.



Blida

Campagne contre les vendeurs de produits pyrotechniques



Quelques jours de la célébration du Mawlid Ennabaoui, les services de Sûreté de la wilaya de Blida ont lancé une large campagne à l'encontre des vendeurs de produits pyrotechniques et saisi d'importantes quantités, a-t-on appris auprès de la cellule de communication et des relations générales de ce corps sécuritaire. Selon le chargé de cette cellule de communication, plusieurs descentes de la police ont été réalisées depuis la semaine écoulée, notamment au niveau des marchés populaires connus pour abriter une multitude d'étals de vente de produits pyrotechniques, à l'instar de ceux du centre-ville de Blida ou de Boufarik, Ouled Aïch et Beni Tamou. Ces opérations, fortement saluées par les citoyens, ont permis, à ce jour, la saisie de 118 000 unités de ces produits, a indiqué la

même source, qui signale la poursuite de cette campagne jusqu'à éradication totale de la vente de ce type de produits, interdits par la loi algérienne, en raison des dangers qu'ils représentent.

Les descentes presque quotidiennes de la police, dans les lieux habituellement réputés pour la vente de ce type de produits, ont abouti à une quasi disparition du phénomène des étals, est-il signalé de même source.

Une tournée de l'APS dans les marchés les plus importants du centre-ville de Blida connus, à chaque veille de cette fête religieuse, pour leurs étals richement achalandés en différents produits pyrotechniques, a permis de faire le constat de leur disparition totale des étals, exception faite des bougies en tous genres et des encens, que les familles algériennes sont habituées à acquérir pour célébrer la naissance du

Prophète Mohammed (Qsssl), prévue vendredi.

Une présence notable des agents de police est également remarquée au niveau de ces marchés pour exprimer leur détermination à éradiquer ce phénomène.

Selon les propriétaires des étals, approchés par l'APS, la rareté, voire la disparition, cette année, des pétards et autres produits pyrotechniques font monter leur valeur pour atteindre des prix prohibitifs, ont-ils déploré.

Réda, un jeune habitué à pratiquer ce commerce saisonnier, à chaque veille du Mawlid Ennabaoui, a soutenu, à ce propos, que de nombreux jeunes et adolescents ont déploré l'absence, cette année, des produits pyrotechniques, assurant qu'ils sont prêts à les acquérir à n'importe quel prix.

«La majorité de mes clients pour cette année sont les vieilles, les femmes et les enfants, qui viennent acheter les bougies», a-t-il ajouté, la mine peu joyeuse.

Pour leur part, de nombreuses femmes interrogées par l'APS, se sont félicitées de cette campagne initiée par les services de la Sûreté de wilaya, exprimant leur satisfaction à l'égard de la disparition des ces produits, qui constituaient un danger pour leurs enfants, ont-elles affirmé.

Riad D.

ACTU...

Libye

L'Algérie octroie une aide humanitaire

L'Algérie a décidé d'octroyer une nouvelle aide humanitaire à la Libye, destinée aux populations frontalières, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE).

«Fidèle à sa tradition de solidarité, l'Algérie a décidé d'octroyer une nouvelle aide humanitaire à la Libye», a précisé le communiqué du MAE.

«Cette nouvelle aide, destinée aux populations frontalières, intervient dans le prolongement de l'action solidaire constante de l'Algérie envers la Libye pour aider ces populations à répondre à certains besoins urgents», a ajouté la même source.

N. H.

Oran

Deux meurtriers condamnés à la perpétuité

Le tribunal criminel d'Oran a statué, hier, sur une affaire de meurtre avec préméditation, condamnant par contumace deux accusés, un homme et une femme actuellement en fuite, à la réclusion criminelle à perpétuité.

Le représentant du ministère public avait, auparavant, requis la peine capitale à l'encontre des deux accusés.

Les faits de cette affaire remontent dans la nuit du 7 octobre 2011 lorsque les services de police ont été informés du décès de O.A, victime d'une chute mortelle du 3^{ème} étage d'un immeuble situé au centre-ville. Son corps a été retrouvé gisant dans son sang, en bas de la cage d'escalier. Selon l'arrêt de renvoi, les soupçons des enquêteurs, se basant sur les témoignages de voisins, ont porté sur les deux accusés qui se sont disputés avec la victime.

Sous le coup de mandats d'arrêt, les deux accusés ont été recherchés par les services de police et demeurent introuvables.

Après les délibérations, le tribunal criminel d'Oran a condamné par contumace les deux accusés à la réclusion criminelle à perpétuité.

R. O.

Allemagne

Un maire blessé d'un coup de couteau

Le maire d'une commune de l'ouest de l'Allemagne, Altena, a été blessé d'un coup de couteau par un homme qui protestait contre la politique proréfugiés de la municipalité, ont indiqué mardi les autorités.

«Les services de sécurité partent du principe que cette attaque a une motivation politique», compte tenu des propos tenus par l'agresseur, a indiqué le ministre-président de l'État régional de Rhénanie-du-Nord-Westphalie où l'agression s'est produite lundi soir. La chancelière Angela Merkel a condamné hier matin l'attaque visant le maire, Andreas Hollstein, membre de son parti conservateur, CDU.

«Je suis horrifiée par cette attaque au couteau», a-t-elle dit sur Twitter via son porte-parole. Le maire a été blessé au cou alors

qu'il se tenait devant un restaurant. L'agresseur, âgé de 56 ans, visiblement alcoolisé selon des témoins et muni d'un couteau avec une lame de 30 centimètres de long, a demandé «Etes-vous le maire ?» avant de le critiquer bruyamment pour sa politique d'accueil des migrants, selon les médias allemands. Il l'a ensuite frappé, avant de blesser également un employé du restaurant venu au secours de l'élu.

Le maire a pu quitter l'hôpital après avoir été soigné dans la soirée.

Sa ville d'Altena, qui compte 18 000 habitants, a été un temps au centre de l'actualité pour sa politique généreuse à l'égard des migrants. Elle a accueilli plus de réfugiés que ce qu'elle aurait dû au vu du système national de répartition.

Plus d'un million de demandeurs d'asile sont arrivés dans le pays depuis 2015, suite à la décision d'Angela Merkel d'ouvrir les portes du pays. Un choix qui lui vaut toujours des critiques et qui est à l'origine de la percée politique de l'extrême droite au niveau national.

«Nous ne devons jamais accepter que des gens puissent être agressés pour aider les autres», a commenté le ministre de la Justice, Heiko Maas.

L'affaire d'Altena rappelle une agression similaire en octobre 2015 visant la maire de Cologne, Henriette Reker. Elle avait été très grièvement blessée par un sympathisant de l'extrême droite qui dénonçait l'arrivée des demandeurs d'asile dans la ville.

L. I.